

Marie-France Durand
Jean-Paul Damaggio

Laïcité sans oeillères

**De Redeker à Teper
en pensant à Chahla Chafiq**

Collection A

ISBN en cours



Sommaire

Introduction, page 3

A Toulouse avec le cas Redeker, page 7

De l'Italie à l'Algérie, page 13

Droit des femmes aux Amériques, page 23

Nouveau statut des religions, page 29

Creuser le débat en France, page 35

Aux côtés de Bernard Teper, page 43

Conclusion, page 51

Annexe : Article de Roger Labrusse, p. 53

Sources page 55

Introduction

La laïcité un combat mondial

Ce livre veut aborder la laïcité au travers de situations concrètes étudiées dans divers pays.

Depuis 15 ans environ, l'essentiel de la classe politique, toutes opinions confondues, a décidé de placer la laïcité au Mont de Piété (ou de l'enfermer dans un bocal en attendant des jours meilleurs). Quand on lui en fait la remarque, elle se précipite pour la récupérer et la dépoussiérer à l'aide de quelques adjectifs. Ils parlent alors de laïcité « ouverte » pour signifier qu'ils « ouvrent » le bocal de leur fabrication. Or le combat laïque est de tous les instants ... en France aussi.

Ce voyage dans la laïcité veut rappeler que la notion n'a jamais été une exception française, même si elle a pris, dans ce pays, une forme originale. Pourquoi oublier que la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat a été préparée par une étude précieuse de la situation internationale ?¹ Certains des créateurs de la loi penchaient pour la solution *made in USA*, et d'autres préférant la solution mexicaine.

La Suède vient enfin d'en arriver à la séparation des Eglises et de l'Etat, pendant qu'en Espagne l'actualité laïque a pris une dimension qui pourrait faire dire « la laïcité une exception espagnole ». Pour ceux qui l'auraient oublié, la laïcité de la république espagnole, qui donna le droit de vote aux femmes en 1933, fut la cause essentielle de la guerre civile. Il faudrait étudier soigneusement la naissance de ***l'Action Française*** en 1905 et celle de ***l'Opus Dei*** espagnole en 1927 mais cela dépasserait le cadre de cette brochure. Un reportage

¹ Jean-Paul Scot : « L'Etat chez lui, l'Eglise chez elle », Seuil, 2005

remarquable sur l'Opus Dei en Amérique latine aujourd'hui, et surtout au Chili, vient de passer dernièrement sur Arte².

En Inde, la laïcité devient un partage des « postes » entre religions. Comment s'y retrouver dans cette brousse laïque ?

La formule « la laïcité une exception française » fit la joie des divers courants d'où son succès. D'un côté, dès 1905, les opposants à la laïcité, et le pape en tête, organisèrent un cordon sanitaire autour de la France, jusqu'à transformer le clergé français en martyr. Ils inventèrent l'expression « laïcité exception française » face par exemple à la laïcité allemande, plus acceptable car le principe du dialogue avec le pape restait en vigueur. La loi de 1905 devint « la séparation de l'Eglise et de l'Etat » formule reprise même parmi des laïques ! (Devinez pourquoi le pape enleva le pluriel à Eglise).

En face, des laïques (et en particulier le parti radical) se considérèrent flattés d'être une exception qui renforçait la fâcheuse posture du « cocorico » français. N'oublions pas que pendant très longtemps la lecture de **La Dépêche de Toulouse** (devenue **Dépêche du Midi**) fut considérée par l'Eglise comme un péché passible d'excommunication.

Que la laïcité ait pris une forme originale en France, comme la République, le colonialisme, le droit de vote etc. c'est une évidence. Mais, dit-on, « le droit de vote des femmes, une exception française » vu notre retard sur la question ? Pour le colonialisme, ceux de France, d'Angleterre, d'Espagne ou du Portugal prirent des chemins très différents, entraînant des décolonisations totalement décalées.

Bref, la pensée laïque ne peut s'enfermer ni dans les frontières nationales ni dans les généralités creuses. Elle est cette dialectique concrète qui a commencé à circuler mondialement avant même l'ébauche de la carte du monde. Si nous avons un titre de débat à formuler, nous dirions : « La laïcité, au carrefour de nos sociétés ». La laïcité dépasse le dialogue des religions, les

² *Une révolution silencieuse* de Marcela Said Cares et Jean de Certeau

positions politiques ou scientifiques, pour prendre un statut philosophique. La peste fut longtemps considérée comme une punition de Dieu, puis des scientifiques, tout en restant croyants, refusèrent de s'incliner et la peste fut vaincue (mais là aussi le combat est permanent). La laïcité est donc liée à la science, à l'éducation, à la démocratie, à l'égalité etc. Elle a pu être tronquée par des dictateurs l'utilisant à leurs fins politiques mais à l'heure de la reconstruction d'une action démocratique, elle va se développer pleinement et tous les puissants s'en inquiètent.

Aujourd'hui, il serait regrettable d'oublier que cette pensée laïque s'affronte à une mondialisation cléricale. Bush parle de « guerre sainte » car en plus de raisons économiques qui le conduisent à envoyer « ses » soldats ici où là, il existe des raisons « religieuses » : imposer au monde un certain ***american way of life***. L'islam n'est pas son ennemi puisque les amis islamistes des USA sont légions. L'ennemi c'est un comportement islamiste qui conteste sans démocratie, le modèle de vie étasunien, soucieux d'implanter partout des supermarchés (pour prendre un exemple).

Ainsi, à Tunis, un immense supermarché trône à présent du côté des quartiers chics. Une anomalie au pays des souks ? Pas du tout. L'ami Tahar, avec qui nous nous promenons, explique que ce supermarché est devenu, pour lui aussi, un lieu d'achat, même s'il préfère la viande et tant d'autres choses vendues par le petit marchand du coin de sa rue. Comme Mac Do, le supermarché pèse plus que l'intérêt strictement économique, car il véhicule une forme de consommation et une façon de vivre. Certains l'appellent une religion (la religion des marques en étant le phare majeur parmi les jeunes comme hier le succès des ***jeans***). Il nous paraît cependant déplacé d'utiliser des expressions comme « religion du fric » ou « religion de la consommation » car c'est dénaturer le mot religion que l'on retrouve plutôt avec les diverses sectes *made in USA* comme la Scientologie, ou *made in France* comme Raël.

Le capitalisme aime s'appuyer sur des comportements religieux et imprime sa démarche y compris chez des opposants

au système qui intègrent cette philosophie. Paul Ariès note dans **No Conso**³ : « Est-ce un hasard si depuis deux siècles, les partisans du commerce équitable comme ceux hier de la coopération, proviennent d'abord de milieux religieux ? Est-ce un autre hasard si depuis deux siècles leur principale argumentation (la notion de prix juste) est directement puisée dans les œuvres de Saint Thomas d'Aquin, ce père de l'église ? Est-ce un hasard si leur répertoire d'action provient aussi du champ religieux et diffuse une vision du monde fondée sur l'opposition binaire du pur et de l'impur ? »

Parce que beaucoup pensent que nous vivons une époque digne de la fin de l'empire romain, certains voudraient se changer en prophètes (Garaudy ?) en se trompant d'âge de la religion. Face à cette offensive il nous appartient de relever le drapeau de la laïcité en le confrontant aux réalités présentes de la mondialisation cléricale. Si le moyen de l'avancée « cléricale » s'appelle « la télévision », créons une télé laïque. Si le cœur du modèle est la machine à uniformiser de la dictature du fric, répondons : d'autreS révolutionS sont possibleS (vous saisissez le rôle du pluriel ?). Si l'on affirme que l'humanisme est à ranger dans les poubelles de l'histoire, reprenons les justes combats de la raison. Si les clergés deviennent loufoques, scientifiques, technocratiques, retrouvons un élan démocrate.

Mais il est temps d'entreprendre le voyage, aussi parmi les approches concrètes, puisque nous vivons dans la région toulousaine, comment ne pas partir du cas Redeker ?

³ *No Conso : manifeste pour une grève générale de la consommation*, Paul Ariès, Golias, 2006

A Toulouse avec le cas Redeker

Le 19 septembre 2006 Robert Redeker signe un texte dans *Le Figaro* que nous découvrons aussitôt dans *ReSPublica* (journal sur internet). Avant même les menaces et leur médiatisation, le ton nous avait choqué. S'il pointait des vérités indéniables sur la religion musulmane ou sur le Coran, les conséquences qu'il en tirait, le ton qu'il employait, et l'amalgame entre islam et islamisme nous paraissaient plus que douteux. Robert Redeker ne nous est donc pas particulièrement sympathique y compris sur le plan politique puisque nous ne partageons aucun des combats qu'il conduit depuis dix ans. Bref, la violence de son texte nous a surpris mais nous n'étions qu'au début de nos surprises. La radio annonça que suite à cet article *Le Figaro* était interdit en Tunisie. Puis les menaces de mort arrivèrent.

Deuxième surprise : la discussion porta aussitôt sur les qualités de l'homme que certains eurent comme prof, comme collègue ou comme voisin à une table de signatures. D'autres préférant plutôt s'insurger contre le texte, que contre les auteurs des menaces de mort. Ces menaces étaient-elles une « fatwa » ou pas ? Tout devenait bon pour tourner autour du pot ! Au sein de la gauche, beaucoup s'appuyèrent sur des différents idéologiques pour condamner l'écrivain et ridiculiser les menaces (ce qui était un cadeau aux auteurs des dites menaces). Inversement, Sarkozy adversaire déclaré de la laïcité, se faisait un devoir de défendre clairement Redeker comme il défendit clairement le droit de publier les caricatures. Entre combat laïque et combat pour la liberté d'expression, il y a donc des différences.

Troisième surprise : faute d'avoir pu manifester notre défense de la liberté d'expression avec la gauche, nous avons décidé de participer à Toulouse au grand meeting du 15 novembre 2006.

Nous avons hésité avant de nous y rendre. Dans la liste des intervenants annoncés, il y avait vraiment beaucoup d'habitues des médias, d'inconditionnels de la politique israélienne, beaucoup de gens de droite ... et pas une femme : A. Bensemhoun et R. Cukiermann (du *CRIF*), BHL, P. Bruckner, C. Lanzmann, des membres de la *LICRA*, S. Didier (*Club des mille*, *UDF*), JL Moudenc, maire de Toulouse ... Par vidéo : A. Finkielkraut, DSK, M. Halter. Parmi les autres, citons : M. Abdi (*Ni Putes Ni Soumises*), P. Val (*Charlie Hebdo*), M. Taubmann (*Le Meilleur des Mondes*), un membre de l'*UEJF*, D. Sopo (*SOS Racisme*) et M. Sifaoui. De gauche ... on nous annonça que deux personnes représentant les conseils général et régional ... se trouvaient dans la salle mais elles se gardèrent bien de se montrer ! On évita d'annoncer cependant que le Front national, par un communiqué de son leader local devenu une vedette nationale annonçait : « Louis Aliot participera à la manifestation de soutien à Robert Redeker le mercredi 15 novembre, salle Jean Mermoz à Toulouse ».

Il s'agissait de la lutte contre l'obscurantisme et le fanatisme religieux - spécialement l'islamisme - , de la défense de la liberté d'expression, de la liberté tout court même, puisque depuis presque 2 mois, une famille était obligée de fuir, un homme devait vivre caché derrière des volets fermés, l'un de ses fils devant déménager car le nom de Redeker sur la boîte à lettres ça suffisait pour être tabassé, l'autre devait rejoindre un internat ... Nous n'acceptons pas qu'il puisse se passer de telles choses. C'est pourquoi nous y sommes allés.

Ce meeting était le premier alors que cette horrible situation durait depuis des semaines, et comme l'ont fait remarquer plusieurs intervenants : presque aucun collègue de Redeker n'a levé le petit doigt, pas un membre des autorités de l'Education nationale ne s'est exprimé, si ce n'est le ministre De Robien pour appeler Redeker à plus de réserve ! Le Centre

Régional des Lettres, sans dire un mot pour Redeker fit un colloque ... sur la censure ! Les gens de la gauche traditionnelle (mis à part Strauss Kahn), et même (et surtout) ceux de la gauche de la gauche qui nous sont les plus proches politiquement, se sont hélas rués CONTRE le menacé avec des attaques indignes. On croit rêver. Mais c'est d'un cauchemar qu'il s'agit : quel beau message à destination des islamistes tueurs ! Car oui, nous rappelons qu'ils tuent, en plus de mettre des bâtons dans les roues de la liberté d'expression. Tous les jours en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, au Soudan ... Ils ont tué à Londres, à Madrid, aux Pays-Bas ... ils recommencent à tuer de plus belle en Algérie ...

L'intervention de Mohamed Sifaoui⁴, lui-même menacé de mort par les islamistes pour ses films et ses livres, obligé de vivre avec des gardes du corps dans notre beau pays démocratique, fut très applaudie. Il s'adressa d'abord à ceux qui n'ont pas jugé bon de venir soutenir la liberté d'expression (« honte à vous ! »), aux hommes politiques absents (« honte à eux ! »). Il demanda ensuite s'il y avait un imam dans la salle. Personne n'ayant répondu il rajouta : « honte à vous les imams et au delà les musulmans qui ne soutenez pas un homme menacé ! ». Ensuite, il demanda s'il y avait un islamiste dans la salle. Personne n'ayant répondu (!) il rajouta que c'était dommage, car il aurait pu voir ainsi que nous étions nombreux à braver leurs menaces [*NB : malheureusement nous étions loin d'être assez nombreux*], et que c'était le signe du commencement de leur défaite. Enfin, il s'adressa à Redeker, pour lui dire qu'il fallait vivre au grand jour malgré les menaces (lui-même est dans ce cas), pour signifier qu'on est plus fort que les intégristes ; il précisa qu'il n'était pas d'accord avec son texte, en particulier concernant l'amalgame dont nous avons parlé au début (islam-islamisme) mais que tant que Redeker serait menacé, il était

⁴ Dernier livre paru de Sifaoui : *L'affaire des caricatures, Dessins et manipulations*, Ed Privé. Depuis sa participation au meeting les menaces contre sa vie ont redoublé et se sont faites plus précises sans émouvoir davantage les « défenseurs des opprimés ».

impossible d'entamer un débat sur le sujet. Cette idée fut d'ailleurs développée par d'autres personnes (BHL en particulier).

Contrairement aux affirmations de *Libé* : « Redeker est très brièvement apparu, muet, sur la scène » et du *Nouvel Obs* (Claude Askolovitch) : « c'est dommage que Robert Redeker ne soit pas monté sur scène, qu'il n'ait parlé que caché », Redeker, non seulement est apparu au meeting et est monté sur scène pour parler à tous, mais il y fut même le dernier intervenant pour clore le meeting, remercier les présents et souhaiter être « le dernier en France auquel une telle aventure arrive ». Ces journalistes n'ont pas eu la patience d'assister au meeting, et se sont contentés d'une rencontre avec Redeker dans les coulisses avant la soirée ! Nous souhaitons à Robert Redeker et à sa famille de pouvoir retrouver au plus vite une vie normale.

Nous réitérons notre effarement de constater que quand il s'agit de soutenir un homme menacé de mort pour ses écrits, dès que ça touche aux islamistes il n'y a plus grand monde du côté de la gauche, et quasiment personne du côté de « la gauche de la gauche ». Leur manque d'analyse nous terrifie d'autant qu'il s'appuie sur une théorie catastrophique qui sera évoquée page 30. Leur manque de courage aussi : par peur d'être accusé d'islamophobie, terme qui a connu ces derniers temps une vogue extraordinaire alors qu'il est très contestable en lui-même, ils sont prêts à tous les renoncements

Le 10 janvier 2007 Robert Redeker répondait aux questions d'un journaliste de ***La Dépêche*** suite à l'arrestation de l'auteur des menaces de mort. Une arrestation qui démontre, comme toute l'affaire, que les frontières n'existent plus sur ce point. Le présumé coupable (il aurait reconnu être l'auteur du message internet) est un Marocain qui voulait rejoindre en Libye les combattants d'Al Qaïda. Peu après, nous apprenions que Redeker allait peut-être reprendre une vie presque normale.

Parmi les multiples débats engagés autour du cas Redeker, voici celui sur « les mots qui tuent » qui seraient bien sûr ... ceux de Redeker, et non ceux de l'appel au meurtre du

philosophe, un appel se référant à l'assassinat de Théo Van Gogh ! Laissons la parole J. R. sur une liste internet :

« L'enjeu est donc de combattre toutes les intolérances sans le faire au travers de la défense d'un modèle d'intolérance ! J'ai la conviction que c'est possible ; il semble que la LDH et aussi la Libre Pensée dans leurs communiqués partagent cette exigence. Pour moi le "non soutien" à REDEKER est même le préalable de la crédibilité de nos engagements. Parce que les "mots" TUENT, il ne faut banaliser aucun discours excessif ; le tribunal de Nuremberg n'a pas jugé les combattants de terrain qui auraient survécu à leurs crimes, il a jugé les penseurs et les instigateurs d'une idéologie faisant de l'intolérance un dogme politique. Je ne penserai jamais qu'un intellectuel n'est pas un homme dangereux parce que son arme est un stylo. Protéger l'homme sans condamner le contenu de son discours est une complicité objective ; même VOLTAIRE n'avait jamais préconisé de taire la critique, seulement de la fonder sur la raison et non sur la force. »

J. R. inverse le sens des menaces en inversant le sens des mots. Il parle par ailleurs de « fatwas laïques » et excuse la religion qui « a bon dos ». Il souhaite nous faire confondre la religion et la manipulation de la religion (aussi vieille que la religion). Est-ce le foot du dimanche qui a bon dos où les manipulateurs du foot (qui causèrent une guerre entre le Honduras et le Salvador en 1969) ? Contre les mots qui tuent, nous en connaissons un pour les désarmer : laïcité.

Mais qui a préconisé de taire les critiques ? Redeker ? Pas du tout, puisqu'au contraire, il livre son opinion pour qu'elle soit débattue. Comment construire une argumentation sur une fausse crainte ? Et que sont les discours excessifs ? Un défenseur de la publicité, a-t-il de fait un discours excessif ? Sont-ils des excessifs ceux qui disent que dans cette affaire, la lecture de Redeker paraît secondaire, ce qui ne veut pas dire inutile ?

Tout a tourné autour de l'articulation entre le soutien et la critique avec quatre situations différentes : **un soutien sans critique, un soutien avec critique, une critique avec**

soutien, une critique sans soutien. Quelle chance avons-nous en France de pouvoir vivre tant de nuances !

Quand on déclare que les mots qui tuent sont ceux de Redeker on se place manifestement dans le camp de ceux qui critiquent sans soutenir, même si une phrase alibi indique, pour le principe, la condamnation des menaces de mort. Or le cas Redeker n'a d'existence que dans une stratégie internationale (d'où notre choix de ce voyage). Une stratégie par exemple qui fabrique des kamikazes. Ce terme non arabe indique bien que le kamikaze n'appartienne pas à l'histoire de l'islam. Pourquoi, depuis les années 80 (peu après la création de la « république islamique d'Iran ») en est-on arrivé à la naissance et à la multiplication des kamikazes ? A cause du désespoir des pauvres dans des pays riches aux ressources pétrolières immenses ? Parce que la transformation de ce désespoir réel, en actes kamikazes, n'est compréhensible que si on se souvient qu'un kamikaze bénéficie d'une contrepartie à son geste : ouverture des portes du paradis pour son âme, et de l'argent pour sa famille ? Le désespoir est alimenté en fait par les deux faces (l'exploitation économique et l'exploitation cléricale) d'une même stratégie anti-démocratique. Comme le dit très bien Fethi Benslama⁵ : « Les puritains ont dévoré l'avenir » (l'usine à produire des fatwas ne va pas chômer). Nous en sommes là aujourd'hui avec un futur qui fait peur : une fois de plus le capitalisme et les fous de dieu se renvoient adroitement la balle.

Réclamer avec force le droit à la liberté d'expression est-ce cautionner les idées de Redeker ? Mais alors, en laissant s'exprimer Le Pen, nous le cautionnons ! Pouvoir dire ce qu'on pense est un bien très précieux dont la confiscation dans les pays de l'Est contribua à l'effondrement d'une expérience aux dimensions sociales insuffisantes. La liberté d'expression sans être la condition suffisante pour faire avancer la révolution démocratique, en est une condition nécessaire.

⁵ *Déclaration d'insoumission*, Fethi Benslama, Flammarion, 2005

Voir également le très bon dossier de la revue *ProChoix* n°38 (octobre 2006) intitulé : « Redeker : le débat confisqué »

De l'Italie à l'Algérie

En 2003, L'Italie fut traversée par une polémique instructive. Un musulman porta plainte devant les tribunaux car l'Etat italien obligeait son fils, élève de l'école publique, à supporter une croix toujours présente devant ses yeux. Le tribunal lui donna raison et l'Etat fut sommé d'enlever toutes les croix. Que pouvait faire Berlusconi ?

Il laissa le Vatican conduire la contre-attaque. Voici l'argument frappant : « Cette croix n'étant pas un signe religieux, mais culturel, elle n'offense personne ». Berlusconi en déduisit qu'il pouvait casser le jugement. Faut-il parler du dernier référendum italien sur la fécondation médicalement assistée ? L'Eglise put empêcher sa mise en place en incitant la population à l'abstention (faute de 50% de votants les référendums ne sont pas valables). Depuis, l'opposition a battu Berlusconi aux élections, va-t-elle entreprendre une réforme sur la question ? Nous en doutons beaucoup malgré les efforts de personnes comme Rossana Rossanda.

Pour rester en Europe nous pourrions évoquer le cas de l'Espagne, où l'Eglise a fait donner de la voix contre le mariage des homosexuels, pour mieux cacher la bataille qui faisait rage dans les coulisses : c'est-à-dire le financement de l'Eglise par l'Etat que Zapatero veut faire cesser. Quant au TCE, toutes les Eglises y sont favorables et sont intervenues dans la rédaction.

Voyons une histoire d'antifascistes italiens qui débute vers 1925 avec l'arrivée en Tarn et Garonne des premières vagues d'immigrés. Qui continue en 1935 avec des antifascistes autrichiens et allemands complétant le tableau. La première immigration était surtout paysanne. La deuxième touchait des membres de classes moyennes. Une histoire tristement fascinante par la répétition de la même myopie. A l'écoute des récits des

exilés, la grande majorité des antifascistes Français répondaient : « mais non, Mussolini, il n'est pas si dur, il va rentrer dans le rang » ; « mais non, Hitler, il n'est pas si dur, vous exagérez ». René Char a écrit un très beau texte sur la question à la gloire de Dominique Corti⁶.

Le cas espagnol introduisit une différence : « bon, c'est vrai, Franco est un assassin, mais tout de même, en face, ces anticléricaux, ces anarchistes, ces exaltés ... ! ». Avec Redeker on a appris : « voyez ce qu'il a écrit, il a bien mérité les menaces » et avec les réfugiés espagnols, on a appris : « Voyez le nombre de curés qu'ils tuèrent, ils ont bien mérité de se faire chasser ». Seuls les réfugiés chiliens de 1971 ont semblé directement assimilables par les stéréotypes de la gauche française.

Cette myopie a consisté à se voiler la face pour éviter de prendre le mal de face (on écarte le mal pour mieux s'en guérir !). Elle ne toucha pas les courants de droite, heureux d'avoir Hitler plutôt que le Front populaire. Elle rendit malade les courants de gauche, y compris les plus antifascistes que furent les communistes. Conséquence, en juin 1940 quand l'armée allemande déferla sur la France qui lui avait déclaré la guerre 10 mois avant (!), ce fut le désastre.

Les antifascistes étrangers que l'on n'avait pas écouté ne se contentèrent pas d'indiquer « voyez, nous avons raison » ; ils passèrent à l'action, devinrent *l'affiche rouge* et contribuèrent à la destruction du fascisme, sauf pour le cas espagnol : les « démocraties » le laissèrent sous perfusion pour le contrôler, sous prétexte qu'il était isolé !

L'étude de cette myopie restant à faire, elle se répète avec l'arrivée en France, à partir des années 1990, des démocrates algériens. Eux non plus, personne ne veut les écouter sérieusement. Comme pour tous les antifascistes précédents, les raisons de leur exil sont rabaissées à l'aide de mille fausses assertions : simples pions de l'armée, tristes porteurs de valeurs occidentales inadaptées à l'Algérie, pistonnés

⁶ *Recherche de la base et du sommet*, René Char, Gallimard, 1955

du système qui donne si rarement des visas, profiteurs des larmes faciles de la gauche, intellectuels prétentieux et donneurs de leçons, la liste des qualificatifs attribués à des hommes et des femmes survivants du fascisme islamiste nous attriste, surtout dans la bouche de gens sincères mais trompés par des médias à la solde de courants anti-démocratiques. Comment oser dire, sur le ton le plus péjoratif possible, que le combat de Mohamed Sifaoui contre l'islamisme (voir page 9), c'est « son fond de commerce » ?

L'histoire se répète avec les mêmes aberrations : les islamistes ne sont pas un péril, donc il est inutile d'exagérer leur pouvoir par rapport à celui du capitalisme (lisez les journaux de gauche de 1938 : Mussolini y était présenté comme un ange pour ne pas le pousser dans les bras d'Hitler !), les exilés sont des profiteurs des bienfaits de la France, etc. Qu'est-ce que la gauche française ne veut pas entendre du combat des démocrates algériens ?

En publiant *Douar, une saison en exil*, Arezki Metref⁷ ne cherche pas à répondre à cette question, il lui suffit de survivre en romançant sa double vie. Mais en lisant le livre de ce poète, de ce journaliste qui travailla beaucoup à *Politis*, qui écrit aujourd'hui dans *Le Soir d'Algérie* tout en vivant en partie en France, nous y retrouvons des éléments éclairants : « Je suis un partisan farouche, obstiné, borné, irrécupérable de la laïcité. On me dit ça et là, surtout là d'ailleurs, que c'est une expérience typiquement française et que ce serait quelque chose comme du néo-colonialisme de l'imposer aux anciennes colonies. Comme si nous étions incapables d'être autre chose qu'une ancienne colonie. En dépit de ces objections torves, je continue de concéder que quiconque veut adorer son Dieu d'élection n'a pas à l'imposer aux autres. Tenir une telle tranchée dans un pays comme l'Algérie qui tutoie Allah en masse cinq fois par jour, ce n'est pas simplement une provocation, c'est une Utopie, avec un U, monsieur ! Autant dire une raison supplémentaire d'exacerber ma position de minoritaire et me rendre une proie idéale pour le sale type » (page 26).

⁷ *Douar, une saison en exil*, Arezki Metref, Editions Domens, 13 euros, 120 p.

Comment en est-on arrivé, dans les rangs de multiples courants de gauche en France, à sortir de la banalité des phrases comme : *Quiconque veut adorer son Dieu d'élection n'a pas à l'imposer aux autres* ? Les plus torves nous répondent déjà : mais parce que c'est acquis et que Dieu, à présent, la grande majorité des gens s'en moque !

Demandez aux millions de femmes sur la planète qui veulent contrôler leur contraception ou qui ont besoin d'une IVG ? La religion impose sa loi et le fait d'une façon nouvelle : au nom de la défense de la vie !

Arezki Metref a écrit un très beau livre qui démontre, face aux exagérés de Dieu (les porteurs de morts), toute la fragilité de la laïcité. Il ne veut pas jouer les héros puisqu'il s'exile face au danger, et il fait étalage de tous ses doutes, doutes qu'il fonde sur une dualité (il se désigne par deux pronoms : Je et Tu). « J'arrive à me convaincre : malgré tous les déboires auxquels ça mène, je suis demeuré un démocrate. Si, si, j'assume ! Enfin, ce que je crois être un démocrate, mais qui ne l'est peut-être pas au fond » (p.25). [NB : ces citations ne peuvent en aucun cas rendre compte de l'extraordinaire beauté de ce petit livre]. Son éditeur, Domens, est installé à Pézenas et présente une belle collection qui fut dirigée par Edmond Charlot le premier éditeur à Alger, de Camus. Car, en effet, au-delà de la question laïque, l'Algérie constitue un point aveugle de la conscience française. Albert Camus nous est venu d'Alger, comme d'autres éléments de notre histoire.

La V^{ème} République, ne nous vient-elle pas en partie de l'autre rive ? Ce point aveugle le restera, parfois avec l'aide d'universitaires patentés, tant qu'on refusera de lire massivement des écrits comme ceux d'Arezki Metref. Dans un contexte si indulgent pour les islamistes, quel compte-rendu de ce livre publiera *Politis* où il travailla tant ? Six journaux algériens ont fait ce compte-rendu.

L'Algérie, pays auquel nous sommes très sensibles, (Marie-France y vécut durant les années 70 et y a gardé de nombreuses attaches), a connu ses « années noires » (dans les années 90) avec des dizaines de milliers de personnes victimes

des tueries des islamistes. Au premier rang desquels, les femmes (toujours les premières victimes des intégrismes), égorgées, tuées, violées, dans le silence complice des démocraties occidentales, avec au premier rang la France. Grâce à la résistance de la population et à l'action de l'armée algérienne (tellement décriée en France), ces hordes sanguinaires sont (espérons-le) en voie de disparition. Voici les portraits de quelques-unes de ces femmes courage.

Malika est une jeune fille souriante de 18 ans aux boucles châtain. Simple et tranquille, elle porte un tee-shirt brodé et décolleté et un *jean* sombre. Etudiante à l'université scientifique de *Bab Ezzouar* en banlieue d'Alger, elle est inquiétée quotidiennement par des étudiantes voilées qui veulent la « convaincre » « pour son salut » de porter le voile islamique (qui n'a rien de traditionnel : il fut importé d'Orient depuis les années « Khomeyni » et a une signification POLITIQUE).

Alors que le nombre de voiles était plutôt en diminution par rapport aux « années noires », elle précise qu'il a beaucoup augmenté depuis mai 2003 avec le tremblement de terre, présenté comme une punition divine par les islamistes pour accroître leur pouvoir (cette utilisation des catastrophes par les religions est systématique : voir par exemple l'action des Témoins de Jéhovah lors des inondations dans l'Aude).

Tous les jours, Malika prend le bus du centre d'Alger où elle habite jusqu'à *Bab Ezzouar*. Or, à l'université, depuis peu, il y a un bus spécial pour les filles. Mais elle met un point d'honneur à utiliser le bus mixte : c'est sa façon à elle de lutter contre l'obscurantisme et l'apartheid sexiste, mais c'est difficile car celles qui le prennent sont maintenant considérées comme des filles « faciles » à qui on peut manquer de respect, des « putes » en quelque sorte. Combien de temps pourra-t-elle tenir ? Plus le nombre de filles voilées augmente, plus la pression s'accroît sur les autres... Pas facile d'être fille ici, même dans une famille ouverte, avec un père adorable et des tantes féministes !

Samira, tante de Malika, est une petite femme d'une cinquantaine d'années aux cheveux courts, noirs et bouclés.

D'apparence tranquille, on sent sous son visage bonhomme une volonté et une force de caractère peu communes. Elle vit avec sa sœur Fatiha dans un petit appartement du centre d'Alger où passent souvent neveux et nièces qui l'adorent. Elle le leur rend bien, fière de cette jeunesse qui a du cœur et souvent elle soupire avec colère : « dommage ! », en voyant ces jeunes en grande difficulté, à cause des corrompus au pouvoir et des islamistes. C'est un peu la « maman gâteau » de la famille, veillant à la cuisine qu'elle fait divinement, alliant les recettes kabyles, constantinoises et algéroises, agrémentées à chaque fois de sa touche personnelle : Samira est un puits de science culinaire !...

Couturière et brodeuse, elle tint longtemps une boutique dans un quartier à l'est d'Alger où elle se rendait à pied chaque jour. Mais, elle dut arrêter son travail lors des « années noires », car le trajet était devenu trop dangereux, surtout pour une femme s'obstinant à sortir tête nue !

Samira raconte que dans ces années-là, devant se rendre dans le quartier de *Belcourt* (surnommé « *Kaboul* » en raison de la présence de ceux qu'on appelle les « *Afghans* », islamistes revenus des camps d'entraînement des *talibans*), elle avait dû mettre un foulard par prudence. Au souvenir de cette humiliation, malgré les années, sa colère reste entière. Dès sa sortie du quartier, elle s'était empressée d'ôter ce foulard, et derrière elle, deux jeunes gens lui avaient dit en rigolant : « ça y est, vous avez passé la frontière ! ».

A cette époque, il était très dangereux pour une femme de se faire couper les cheveux courts, et un jour, sa coiffeuse lui avait refusé une coupe, alors ... Samira se rendit chez un coiffeur pour homme !

Fatiha, sa sœur, cumule au moins trois tares aux yeux des islamistes : elle est femme, célibataire, et psychologue dans un cabinet, après avoir travaillé à l'hôpital *Mustapha* le grand hôpital d'Alger, où elle reçut les rescapés des massacres pendant des années. Souvent sobrement maquillée, elle en rajoute par provocation pendant le Ramadan. Pour couronner le tout, étant

d'origine kabyle, elle maîtrise très mal l'arabe et elle adore la charcuterie !

Elle suit avec une extrême attention les études de ses neveux et nièces, en y contribuant même financièrement, persuadée que c'est la seule manière de s'en sortir pour eux dans ce monde si dur. Car elle considère qu'elle a une sorte de dette envers eux, elle qui put vivre son adolescence sans les interdits de l'islamisme qui entravent le développement de la jeunesse algérienne actuelle, même si la colonisation, les horreurs de la guerre d'indépendance, et l'autoritarisme d'un Boumediene qu'elle détesta, furent souvent des moments douloureux.

Leïla, elle aussi cumule beaucoup de tares. Pensez : elle conduit sa voiture, est pharmacienne et fume comme un pompier ! Elle raconte la peur qui lui nouait le ventre lorsqu'elle se faisait un devoir d'accompagner, tête nue, son fils à l'école, pendant les années noires, alors que le FIS (le Front Islamique du Salut) avait ordonné, sous peine de mort, de boycotter les écoles (et rappelons qu'alors, nombreux sont ceux qui furent tués pour avoir enfreint l'ordre).

Elle nous raconte encore comment, dans sa pharmacie, des jeunes barbus vinrent la veille des élections pour lui signifier que dorénavant elle ne devrait plus ni conduire, ni travailler, laissant la pharmacie à son mari ! Objectant qu'il n'est pas pharmacien, elle s'entendit répondre que chaque matin elle n'avait qu'à lui expliquer comment faire !

L'Algérie, se retrouva le 11 novembre 2006 à la tribune des **Journées de Larrazet**, dans ce petit village du Tarn-et-Garonne. Un prof de fac, Gilbert Meynier, après avoir indiqué que les jeunes algériennes peuvent aller à la fac grâce au voile, dans un pays où, d'après lui, 80% des femmes sont voilées (sources très étranges pour un universitaire), expliqua qu'il était contre la loi sur le voile à l'école, en France, car d'autres moyens existent pour régler la question. Il s'offrit en modèle : « Dans mon cours, j'ai vu venir une fille voilée, j'ai alors axé mon propos sur l'athéisme dans le monde arabe, et elle n'est pas revenue ou elle a enlevé son voile ».

Gilbert Meynier avait eu une intervention féconde la veille, sur l'histoire de la révolte de 1954, mais pour celle du lendemain, quittant l'histoire, il défendit sans le dire, la position politique du FFS (parti algérien de gauche membre de l'Internationale socialiste). Il peut construire un discours savant, sérieux (c'est secondaire ici) et tomber dans le café de commerce (avec tout le respect que nous devons à ce lieu) quand il évoque une question politique ! Nous avons noté la même démarche chez Daniel Bensaïd, dirigeant de la LCR qui expliqua à la radio son opposition à la loi sur les signes religieux à l'école en s'offrant aussi en modèle : « En tant que prof de fac, je vois des filles voilées dans mon cours sur Spinoza, et je préfère qu'elles soient là plutôt qu'à la maison ».

Que la solution d'une question politico-religieuse (le port du voile des jeunes filles est une question de cet ordre, en France et dans le monde) trouve sa source dans le comportement individuel, c'est un peu comme quand Nicolas Hulot nous dit d'éteindre le robinet d'eau pendant que nous nous brossons les dents, pour ainsi régler la crise écologique !

Par chance, à la tribune des journées de Larrazet, une femme, Hanifa Cherifi put apporter un autre son de cloche que la superbe universitaire (nous ne réduisons pas tout universitaire à l'étalement de la dite superbe). Par son travail auprès des jeunes adolescentes, elle a souvent découvert cet argument :

« On se voile pour marquer notre opposition à nos parents qui sont ringards, qui ont tout perdu et dont nous ne voulons pas suivre le chemin ».

Elle fut surprise par cette haine nouvelle des jeunes contre les vieux. Quand les sociologues prétendent que le voile est la marque d'un « retour identitaire » ils évoquent en guise de réalité, leur propre ignorance. Rappelons que le voile en question, importé d'Orient depuis les années « Khomeyni », n'a rien à voir avec les voiles historiques. Au contraire, il reconstruit une nouvelle identité pathologique de jeunes, qui ne se sentent plus Français (à cause du racisme ambiant), qui ne se sentent pas plus Algériens, Marocains, et qui croient pouvoir devenir musulmans

dans un contexte international où cette religion affiche quelques succès grâce aux pétro-dollars.

Quand, pour l'Algérie, l'islamisme politique est excusé au nom des crimes de l'armée algérienne, la boucle est bouclée. G. Meynier expliqua que le régime algérien compte 1 500 000 morts suite à la guerre contre la France, alors que pour des historiens c'est entre 200 000 et 350 000 morts avec 50 000 morts provoqués par les luttes internes au FLN. Là, il distingue, les victimes de l'armée française, et les victimes internes au FLN. L'armée française «justifia» d'ailleurs ses crimes en mettant en avant les assassinats commis par le FLN contre des Algériens. Avec la guerre conduite par les islamistes au cours des années 90, l'essentiel des crimes serait tout d'un coup le résultat presque unique de manipulations de l'armée ! De telles manipulations, bien réelles, ne peuvent minimiser les massacres des islamistes y compris ceux qu'ils revendiquent !

Quand Gilbert Meynier osa dire que le voile permet à des Algériennes d'aller à l'université, il eut droit à cette réplique d'Hanifa Cherifi : « Voilà un bel exemple d'argument islamiste ». Quand nous avons cité le nom de Mohamed Benchicou, journaliste algérien emprisonné deux ans pour de fausses raisons (le combat des journalistes algériens ayant été totalement passé sous silence par TOUS les intervenants lors des ces journées), Gilbert Meynier nous révéla que cet homme est manipulé par l'armée !

Les actuels maîtres du monde, dans leurs efforts de destruction du tissu social (pour mater tout esprit de solidarité) suscitent cette guerre entre les jeunes et les vieux et une fois de plus, quel meilleur laboratoire que les cités populaires ! Combien d'instits aujourd'hui entendent des parents aux faibles ressources dire : « Nous ne sommes plus maîtres de nos enfants de huit-douze ans ! ». Une maman venue questionner l'instit sur le comportement de son fils à l'école eut cette réponse : « Il est très bien en classe ». Stupéfaite, elle ajouta : « Quand il rentre à la maison avec son frère, ils cassent tout, à un point que vous ne pouvez imaginer ». Le même enfant, en récréation, fut surpris en

train de battre une fille, acte qu'il expliqua avec un grand naturel : « Mais, après douze ans, on peut battre une fille ! » (l'imam lui avait appris la vie).

Le voile des jeunes filles peut être un choix individuel, mais socialement, il reflète une pression religieuse et sociale (le choix des marques est le produit d'une pression d'un autre type). Il nous paraît donc minimum d'y réfléchir en termes politiques globaux et non sous l'angle « héroïque » de tel ou tel comportement. Nous comprenons l'argument d'adversaires de la loi qui disent qu'elle traite seulement les effets (comme beaucoup de lois) quand il faut porter l'effort sur les causes. Leur logique est celle-ci : résolvez la crise sociale et par miracle, il n'y aura plus de repli vers l'instrument politique religieux ! On peut aligner les raisonnements de ce genre : résolvez la crise sociale et il n'y aura plus besoin de prisons, d'interdiction de fumer ou d'accidents sur les routes. Nous avons tendance à penser que les effets devenant des causes l'action politique ne se divise ni dans l'espace, ni dans le temps (ce que le Parti socialiste des Pays-Bas a compris en dénonçant d'un même mouvement l'exploitation sociale et l'exploitation cléricale).

Interdire les signes religieux à l'école nous est apparu comme un moyen « politique » pour protéger des filles doublement victimes, qui se détermineront plus librement après 18 ans, en allant écouter Daniel Bensaïd à la fac (lui comme G. Meynier, déforment le sens d'une loi qui ne concerne pas la fac). Quant à la lutte pour la laïcité, elle ne s'arrête pas là. Au contraire, le combat contre le capitalisme féodal s'impose quand on constate qu'il pousse les jeunes à cracher sur les vieux, les religieux sur les laïcs, les hommes sur les femmes, les chômeurs sur les travailleurs, les paysans sur les citadins, les chasseurs sur les non-chasseurs. Ce capitalisme alimente de fausses polémiques à l'aide de médias à sa botte.

Droits des femmes aux Amériques et ailleurs

En France, pendant longtemps des défenseurs de la laïcité refusèrent le droit de vote aux femmes. Sous prétexte qu'elles vivaient sous la coupe des prêtres, il fallait les dispenser de ce droit politique. La droite comme les socialistes refusèrent cette argumentation.

Dans un article de **ReSpública** n°487, Robert Albarèdes mentionne le droit de vote des étrangers à partir de la question laïque : « cela permet de réfléchir sur le droit de vote pour les étrangers, voie royale pour le vote communautaire ».

Comment le droit de vote des étrangers peut-il conduire à un vote communautaire ?

En 1983, la grande marche des jeunes « beurs » demandait des droits et Sos Racisme proposa « touche pas à mon pote ». Une façon de dire que ceux qui avaient des droits (les votants) se devaient de protéger le « pote » sans droit !

Là-dessus, Mitterrand décréta que la société française n'était pas prête pour le droit de vote des étrangers pourtant promis ! Que Robert Albarèdes ne s'inquiète pas, les maîtres de la religion préfèrent le statut actuel qui donne plus de poids à leur lobby, que le vote qui donnerait le pouvoir à chacun. Si le vote communautaire ça veut dire « tenir davantage compte des revendications des personnes des cités populaires » nous y sommes d'autant plus favorables que nous savons que chez les étrangers des divers pays, il y a toutes les tendances politiques !

Aujourd'hui, le rapport entre droits des femmes et laïcité est devenu plus clair. Pour une simple raison : la laïcité, en renvoyant les pouvoirs religieux dans le champ du spirituel, permet enfin de libérer les femmes du poids de traditions néfastes à leur émancipation.

Ce petit tour aux Amériques va permettre de vérifier que quand les autorités catholiques ne sont pas soumises aux lois laïques, leur pouvoir criminel est très dangereux (criminel car il entraîne de multiples décès chez femmes et enfants).

Au Brésil, Lula a été réélu en 2006 mais son parti, le Parti des Travailleurs, a perdu des postes de députés, gouverneurs et sénateurs. L'aile gauche de ce parti a créé le PSOL (Parti du socialisme dans liberté) et a présenté Helena Heloisa à la présidence (en alliance avec d'autres). Une femme candidate : pour parler du droit des femmes, on semble sur la bonne voix ? Femme très à gauche, Helena Heloisa est tout autant catholique conservatrice, en conséquence elle est totalement opposée à l'avortement mais totalement favorable à la contraception. Helena Heloisa ayant fait surtout campagne contre le « gangster » Lula, bénéficia de la faveur des médias. Elle pensa atteindre 15% mais quand deux journalistes de **TV Globo** lui posèrent sa position sur l'avortement, elle se mit en colère : « L'avortement n'est ni moderne, ni civilisé. Je connais des milliers de femmes qui l'ont subi et qui en sont sorties traumatisées ». En effet 31% des grossesses dans son pays, se finissent par un avortement clandestin mais sans pénalisation ! Pour comprendre la situation, voici un autre chiffre qui fait froid dans le dos : 14% des jeunes « femmes » ont eu leur premier enfant entre 10 et 12 ans !

Helena Heloisa arriva à 6% seulement et Lula va continuer de s'allier avec les évangélistes. Son vice-président, José Alencar, est une vedette parmi les évangélistes (les pentecôtistes) et sa place est un cadeau à sa mouvance religieuse qui, dans le pays, est passée en nombre de croyants de 9% en 1991 à 15% en 2001. Le nouveau Parti municipaliste rénovateur de José Alencar rassemble le mieux les évangélistes. Un nouveau parti car la corruption traîne aussi chez les évangélistes. En termes de députés, ils ne sont plus que 30, et surtout, même avec le soutien de Lula, ils

n'obtiennent pas l'Etat de Rio après l'échec de l'évêque-sénateur Marcelo Crivella. Ils n'en demeurent pas moins très puissants. Comme pour tous les fondamentalismes religieux, cette puissance vient du soutien sincère de couches populaires gagnées grâce à la puissance économique des clergés en question. La montée de la pauvreté développe ce renouveau religieux, « généreux » en « services » sociaux pendant que la machine à fabriquer des OGM (simple exemple) impose ses règles. En plus des aides sociales, les évangélistes soignent la communication médiatique.

En Argentine, deux jeunes filles handicapées, violées puis enceintes ont voulu faire appliquer la loi sur le droit à l'IVG quand la santé de la femme est en danger. Comme au Nicaragua où ailleurs, l'Eglise a crié au scandale menaçant d'excommunication toute personne se livrant à l'IVG. La justice a autorisé les avortements ce qui fait que, pour la première fois, l'Argentine connaissait des avortements légaux.

Au Chili tout proche, la lutte concerne le droit de pouvoir accéder à la pilule du lendemain. La présidente Bachelet s'est décidée à donner ce droit, mais l'Eglise s'est révoltée contre les « forces totalitaires qui prétendent depuis l'Etat réguler la vie intime des personnes en fonction de critères autoritaires ». Cette argumentation incita des magistrats à revenir en arrière ! Suite à ce recul de la justice, des manifestations féministes avec comme banderole « **la démocratie sera laïque ou ne sera pas** » ont obtenu en appel que les juges accordent le droit à la pilule.

Il suffit de remonter vers le Pérou pour croiser les mêmes phénomènes. Six grossesses sur dix ne sont pas désirées par les femmes ! En Equateur, arrêt dans un lieu phénoménal, à 80 km au Nord de Quito, donc près du parallèle zéro : la vallée de Cayambe. Soixante mille personnes travaillent pour y produire les roses les plus belles du monde avec comme résultat parallèle un chiffre édifiant : 90% des femmes qui y travaillent se considèrent victimes de harcèlement sexuel de la part des chefs mais aussi de leurs compagnons d'exploitation !

En arrivant dans la dramatique Colombie, un pays ayant depuis toujours l'Eglise la plus réactionnaire et souvent un pouvoir de droite dure, le premier avortement légal vient d'avoir lieu sur une enfant de 11 ans enceinte suite à un viol. Les parents ont tenu bon face à une pression phénoménale pour les empêcher de signer la décision d'IVG.

Et le Venezuela de Chavez alors ? Si les féministes y ont imposé voici deux ans le droit d'accéder à la pilule du lendemain, le débat sur l'avortement a laissé la situation en l'état : il est seulement autorisé pour sauver la vie de la femme. Les femmes riches peuvent donc aller aisément à Miami et les pauvres doivent se débrouiller. Plus que jamais, cette question laïque (face à l'Eglise) est aussi une question sociale (face à l'argent). C'est là qu'on comprend, au bout du voyage, que Cuba et Porto Rico sont des exceptions qui ont « engrangé » les acquis démocratiques des années 60 et 70 avec une autorisation entière du droit à l'IVG.

Voici le cas effarant du Nicaragua, ce pays qui fit rêver avec les sandinistes. Pendant que chacun tirait les leçons d'un scrutin historique qui ramena au pouvoir Daniel Ortega, le 8 novembre 2006, une jeune femme se débattait entre la vie et la mort dans un hôpital de Masaya sous l'œil désespéré des médecins. A l'intérieur du placenta, un caillot de sang considérable justifierait une IVG mais depuis quinze jours, une nouvelle loi interdit un tel acte. Les députés du pays viennent de remettre en cause un droit acquis voici un siècle : l'avortement autorisé quand la vie de la femme est en danger. Un droit pourtant plus indispensable que jamais quand on découvre que les relations sexuelles commencent de plus en plus tôt sans protection : entre 10 et 14 ans les filles sont nombreuses devant faire face à une telle situation. Tout être un peu sensé pense que la victoire de la « gauche » va mettre un terme à ce recul, sauf que la dite « gauche » a cautionné la nouvelle loi ! Le FSLN (*Front sandiniste de libération nationale*) d'Ortega fut cependant divisé : 40% des députés refusèrent ce cadeau offert au cardinal Obando. Oui mais le FSLN remporte son meilleur résultat avec 38% des voix et la famille Ortega

jubile ! Daniel revient à la présidence de la République grâce au mode de scrutin. La droite perd avec 55% pour cause de divisions. Mais la vérité du scrutin nous vient par le nouveau vice-président : Morales Carazo, un libéral parmi les libéraux qui, auparavant, travailla pour la droite avec Aleman (ex-président de la droite dure actuellement en résidence surveillée suite à une condamnation pour corruption) et aussi avec **la Contra** (la main armée par les USA pour tuer la révolution sandiniste). Cette « réconciliation » complète l'alliance du FSLN avec le cardinal Obando y Bravo archevêque très réactionnaire de Managua. Le FSLN, le parti de quelques nouveaux riches, est devenu le symbole à gauche d'un double discours : des pratiques politiques de droite et un discours très radical avec Chavez, Castro, Evo Morales ; un discours qui cependant ne l'empêche pas de rester au chaud au sein de l'Internationale socialiste. Ce succès du FSLN ne valide pas une stratégie anti-féministe mais provient du fait que face au mécontentement de la droite, il a décidé de ratisser large.

Un parti de gauche refusa ce recul anti-IVG : le Mouvement de la Rénovation Sandiniste (MRS). Le journaliste d'**El Pais**, Francisco Peregil, explique l'échec de son candidat, Jarquin par sa position en faveur du maintien de la loi minimum d'IVG. Il écrit : « Jarquin a fait une déclaration en pleine campagne électorale qui, suivant ses partisans, a pu lui coûter beaucoup de votes dans un pays d'importante tradition catholique ». Les sondages lui donnaient entre 10 et 15% et comme le PSOL au Brésil le résultat est là : 6%. Un résultat acquis cependant sur des positions inverses puisque, là-bas, la candidate du PSOL souhaitait affirmer son opposition à toute forme d'IVG. Non seulement la social-démocratie est en crise mais la recherche d'alternatives aussi, d'autant que le MRS, sur le plan social, est plutôt centre-gauche alors que le PSOL se veut très à gauche. Articuler combat social et combat laïque serait-il impossible ?

Au Nicaragua, sachez qu'en ce 8 novembre une nouvelle chaîne de télé vient d'être inaugurée à deux pas de

Masaya, à Granada. Cette chaîne, **Canal Cristo TV**, ne peut exister qu'avec l'appui financier et technique de la chaîne californienne catholique, **Le Semeur**. Elle ne va émettre pour le moment que 12 heures par jour. Parions qu'elle ne donnera jamais la parole à ce catholique installé près de Granada qui s'appelle Ernesto Cardenal, le grand poète et symbole de la théologie de la libération. La gauche authentique est face à des défis qu'il vaut mieux regarder en face. Au Paraguay, les élections présidentielles de 2008 devrait voir le succès d'un évêque des pauvres Fernando Lugo, sanctionné par le Vatican et responsable du parti « Tekojoja » qui veut dire égalité en guarani (la Constitution ne permettant pas l'élection d'un religieux, il a demandé à pouvoir quitter l'habit).

Pour conclure, voyons le cas du Portugal (affiche de dos de couverture). Le 11 février 2007, juste avant l'édition de cette brochure, Portugaises et Portugais sont appelés à voter pour savoir si OUI, ils acceptent de modifier une loi qui punit de trois ans les femmes qui avortent dans leur pays (dans la ville espagnole de Badajoz, en 2006, elles furent 4000 femmes à avorter pour un prix moyen de 500 euros). Pour que le OUI l'emporte il faut deux conditions : plus de 50% de participation et plus de 50% de voix. En 1998 un référendum équivalent avait donné 51% au NON avec de toute façon une abstention de 68%. Aujourd'hui les sondages donnent au contraire une participation de 65% et une victoire très nette du OUI mais la bataille fait rage. Le 28 janvier 2007, 15 000 personnes manifestèrent pour le NON dans une face à face clair entre la droite et la gauche, une bataille dans laquelle l'Eglise avait promis de ne pas s'engager. Mais, au vu des sondages, les « défenseurs de la vie » arborent leurs pancartes « la vie est belle, nous ne pouvons en finir avec elle » avec un soutien national et international de l'Eglise catholique. Une victoire du OUI pourrait faire école aux Amériques. L'inverse serait un blocage grave pour l'avancée des libertés.

Nouveau statut religieux dans le capitalisme féodal

En continuité avec le chapitre précédent voyons d'autres interventions de l'Eglise. En juillet 2005, au Panama, une grève générale dure trois semaines pour la défense du système de retraite (passage de 57 à 62 ans pour les femmes et de 62 à 65 pour les hommes). Le président de « gauche » essaie tout pour casser la lutte. En dernier recours il fait appel à la médiation de l'Eglise. Au Nicaragua voisin, une lutte des travailleurs des transports « bénéficie » de la médiation de l'archevêque Obando y Bravo. En Bolivie, après un mois d'insurrection populaire en 2005 pour demander la nationalisation du gaz, l'Eglise assure la médiation : le président démissionnaire est remplacé par l'homme que propose l'Eglise, en dépit de la Constitution. Avec la victoire d'Evo Morales, l'Eglise et ses médias maintiennent la pression. Ils obtiennent la démission du ministre de l'éducation en janvier 2007.

Rien de nouveau : l'Eglise est un pivot du pouvoir dans toute cette Amérique. Et l'Eglise y prend des formes de plus en plus extrémistes avec une présence officielle de l'Opus Dei. L'armée souhaitant rester dans les casernes, l'Eglise occupe d'autant plus ce vide du pouvoir classique.

En France, au contraire, dans un élan de bonté, l'Eglise serait décidée à respecter la laïcité ? Sous prétexte d'absence de fidèles dans les églises, nous aurions enfin la situation idéale de coexistence pacifique entre le Politique et les Eglises, la sécularisation ? Alors, comment expliquer que, plus la pratique religieuse recule, plus la mort du pape devient médiatique (avec les drapeaux en berne mis même sur les établissements de **La**

Poste pourtant en voie de privatisation) ? Les Eglises perdant du pouvoir sur les croyants veulent se rattraper dans les cercles des pouvoirs où elles sont très courtisées. Notre système néo-libéral détruisant la solidarité a besoin de faire appel à la charité. Notons que les partis politiques ou les syndicats sont dans un cas similaire : plus ils perdent d'appuis chez les citoyens, plus l'Etat leur assure un financement (avec des aides européennes de plus en plus décisives). Les cercles du pouvoir ont donc besoin des Eglises en France comme ailleurs. Les écoles catholiques n'ont rien de catholique mais sont sous la coupe des Eglises. Faute d'une étude de l'articulation entre l'évolution du néo-libéralisme et le repositionnement des Eglises (voir le discours très anti-libéral chez Jean-Paul II et beaucoup moins à présent) on rate le sens de la révolution du capitalisme actuel, prônant un retour au féodalisme. C'est ici que nous retrouvons les thèses de Bernard Teper qu'il a défendues dans des réunions jusque dans notre Sud-Ouest, à Condom ou Montauban.

L'Islam se trouve dans un cas très différent par sa contribution à la lutte contre le colonialisme (contribution due au fait que les pouvoirs faisaient des mosquées les seuls lieux disponibles pour lutter). Suite à la révolte iranienne, tout un courant veut situer politiquement à gauche, les révoltes liées à l'Islam. Or quel est le résultat ? Y compris en Iran, la misère augmente comme partout, et la morale sociale (thème cher aux religieux) régresse malgré des répressions féroces. Pour Alain Gresh, il suffit de laisser à cette religion le temps de se séculariser comme la religion catholique et tout se normalisera. Cette normalisation est tellement en marche que des penseurs originaux peuvent évoquer longuement le « terrorisme » sans référence aux « fous de dieu » qui deviennent un fait secondaire par rapport à ce qu'ils appellent les « avantages » collatéraux du terrorisme (une fois encore, les mêmes placent au second plan les auteurs de régressions sans nom !). Ces avantages, que le terrorisme offre au système en place, démontrent qu'il en est l'enfant gâté. Les poseurs de bombes furent palestiniens, basques, italiens ; ils étaient donc nationalistes, anarchistes ou révolutionnaires. Le cas des « fous de dieu » n'a rien à voir avec la

génération précédente, or beaucoup de membres des courants les plus à gauche en France ou ailleurs ont du mal à se pencher sur cette spécificité⁸. Par exemple, sur un site espagnol, Rebellion⁹, un politologue explique que les Vietnamiens n'eurent jamais l'idée de porter la guerre aux USA, et il regrette que « les anti-impérialistes musulmans » n'aient pas compris que leur terrorisme est contre-productif. Cet éminent penseur n'a pas compris que le terrorisme islamique n'a aucun souci anti-impérialiste sauf à réduire l'anti-impérialisme à de l'anti-américanisme.

L'Angleterre est, à la fois, le pays champion en capitalisme et le pays le plus compréhensif vis-à-vis des fous de dieu, au nom de la liberté d'expression ! Comment comprendre ?

1) En dénonçant tout d'abord l'image anti-impérialiste offerte aux poseurs de bombes. Un opposant aux USA n'entre pas aussitôt dans le camp anti-impérialiste. Les fous de dieu servent un nouveau type d'impérialisme politico-religieux d'où, l'opposition, doublée de connivence, entre les USA et eux. Opposition car dans le partage du monde aucun ne veut laisser de place à l'autre. Connivence car l'objectif est le même : assujettir les hommes et les femmes.

2) En dénonçant ensuite l'idée que les poseurs de bombes exprimeraient un cri de désespoir d'hommes au bout du rouleau ! Or tout démontre le contraire : les poseurs de bombes sont les instruments d'organisations financièrement très puissantes (la clandestinité coûte à présent un argent fou), usant d'une horlogerie savante pour déployer leur action (juste avant des élections en Espagne, au moment du G8 à Londres ...), et les kamikazes n'ont rien du lumpen-prolétariat.

⁸ Des gens de gauche s'enthousiasment pour « des fous de dieu » comme les Cathares car ils furent des hérétiques. Ils alimentent ainsi une confusion cathares / albigeois comme d'autres aiment la confusion staliniens / communistes.

⁹ Ce site internet pluraliste basé au Venezuela alimente la même confusion.

3) En expliquant que la lutte contre Bush et Ben Laden est de nature complémentaire, ce qui n'est pas une posture facile mais pourtant la seule digne d'un nouvel humanisme. Que Bush fasse du combat contre le terrorisme son cheval de bataille, n'impose à aucun adversaire des USA, une indulgence envers les fous de dieu.

4) Oui les fous de dieu apportent quelques avantages à l'impérialisme, donc pointons du doigt l'essentiel, qui va au-delà du tout répressif que le système veut nous imposer. Les deux impérialismes veulent susciter un nouveau Moyen-Age leur permettant de renouveler leur forme de domination sur les hommes, donc l'ordre premier qu'ils se donnent, c'est abattre l'Etat. Les uns prônent la mondialisation de l'argent et les autres la mondialisation de la religion. D'où, pour tous les mouvements sociaux, le côté insaisissable des « patrons », et, pour les laïques le côté insaisissable des « terroristes ». L'Etat fut pendant longtemps tiraillé entre deux attitudes (assurer la valorisation mais aussi la reproduction du capital). Aujourd'hui il est sous le feu de deux adversaires. Le plus puissant, c'est le néo-libéralisme qui veut se développer sans en payer les « frais » à l'Etat. Le contrôle social indispensable à la reproduction du capital passe par d'autres gestionnaires des conflits comme les ONG, les Eglises. Le moins puissant, c'est le néo-conservatisme qui se manifeste par des soutiens à des Eglises, ou aux extrêmes droites.

5) En conséquence, évacuer de la réflexion, le pouvoir des Eglises capable de fabriquer des kamikazes est aussi dangereux que de laisser croire que les ONG sont au service des citoyens. Les rapports sociaux du Moyen-Age furent traversés par la construction de châteaux à des fins de « sécurité » ; en face, l'Etat a travaillé pour remettre les féodaux (et leurs services sociaux) à une place plus modeste, créant ainsi les conditions de nouveaux rapports entre les hommes. L'Etat n'a rien d'éternel sauf qu'on découvre aujourd'hui qu'il ne tombe pas sous les coups des divers anarchismes mais sous les coups des classes dominantes.

Au moins trois modèles mériteraient une analyse suivie : l'Iran, Haïti et l'Algérie que nous allons évoquer de manière schématique.

Dans la théocratie iranienne, l'élection présidentielle aurait vu la victoire d'un conservateur sur un réformateur ? Or, les deux hommes sont du même monde : celui qui profite des richesses nationales pendant que le peuple plonge toujours plus dans la misère. Ils usent d'habits différents afin d'imposer toujours mieux leur système à vocation impérialiste. En 1979, l'islamisme devait moraliser la société, aider les pauvres, créer une autre forme de démocratie. Vingt-cinq ans après, le système apparaît plus solide que le système communiste à son heure de gloire, avec une montée dans l'usage des drogues, une inquisition phénoménale et une pauvreté générale en ce pays grand producteur de pétrole ! Le pouvoir y est entre les mains de « fondations » qui échappent à l'Etat et qui règlent toutes les questions de société. Les pouvoirs d'Etat, malgré leurs limites, tentèrent de proposer des lois pour contrôler cette mafia mais, avant même l'ébauche de telles lois, le guide suprême (le pouvoir religieux) annonçait qu'il opposerait son veto ! Nous avons eu le plaisir de débattre à Montauban avec Chahla Chafiq qui avec son livre, « *Le nouvel homme islamiste* » apporte un éclairage précieux.

Haïti est devenu un pays sans Etat, un modèle du genre aux portes des USA. Un prêtre catholique aura tenté de gouverner ce pays. Bien qu'il soit très petit, la force militaire de l'ONU (en fait des Brésiliens à la solde des USA) y est incapable d'assurer la moindre vie digne d'une société humaine. Haïti ne cessera de payer le fait d'avoir été le premier pays du monde à se libérer de l'esclavage.

Algérie : alors que les fous de dieu sont présents dans tous les pays musulmans, pour l'Algérie, on nous dit qu'ils seraient seulement les marionnettes de l'armée et qu'ils n'existeraient que par les « avantages collatéraux » qu'ils fournissent au système étatique algérien pour maintenir sa domination. Or qui a gagné en Algérie ? L'armée ? L'Etat ? Les islamistes ? Les USA bien sûr.

Ils ont soutenu le FIS (Front Islamique du Salut) jusqu'à un certain jour de septembre 2001, puis ils ont changé leur fusil d'épaule (c'est le cas de le dire) quand ils ont compris deux choses : que le président Bouteflika déroulerait le tapis rouge aux islamistes sans bombes, au moment même où les USA déroulerait le tapis rouge à l'armée algérienne soucieuse d'entrer dans l'OTAN. Pour ce faire, une condition est indispensable : laisser le pouvoir entre les mains des « civils ». Que le colonialisme français ait une nouvelle fois perdu la guerre d'Algérie, au bénéfice de l'impérialisme US, c'est une chose, mais en oublier les droits des femmes et des tas de droits sociaux, acquis de l'histoire, c'est triste.

En conclusion, les raisons qui font exister le terrorisme sont incompréhensibles en dehors du rôle attribué à présent, par les classes dominantes, aux Eglises. Si, en effet, le traitement policier du terrorisme ne peut que le raviver (il est fait pour ça !), sont traitement « social » (aider les pauvres des cités) ne changerait rien à l'affaire dans la mesure où le « mouvement social » s'est rendu incapable d'apporter des perspectives globales.

Pourquoi les USA ou Israël ont-ils soutenu des partis religieux musulmans ? (le FIS en Algérie et le Hamas en Palestine). Une démocratie peut-elle tolérer la présence de partis religieux ? Nos démocraties malades peuvent tomber sous les coups les plus divers. Leur renouveau suppose la remise en chantier de valeurs détournées. Pas seulement la laïcité, mais aussi le droit de vote, le droit d'information, le droit de réunion, et le droit au travail.

Retour en France pour creuser le débat

a) La religion musulmane introduit-elle une spécificité dans le débat laïque ?

Suite à un riche débat sur la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat, le 9 décembre 2005, à Montauban, nous décortiquons ici un échange. Geneviève parle des « musulmans républicains », Louis répond « c'est une expression irrecevable » et Jean ajoute : « c'est nier l'autre ». Pour Geneviève l'expression « musulmans républicains » est une commodité de langage comme il arrive de dire « catholique de gauche ». Elle citait d'ailleurs un personnage précis : Soheib Bencheikh, auteur de ***Marianne et le prophète*** (LGF 2003). Pour Louis, la contestation porte sur le principe. La question religieuse étant intime, elle ne doit pas être un critère politique. Le problème se corse quand Jean, au nom de cette précision, découvre que la personne est ainsi totalement niée. Il avance une justification : l'islam ne peut pas être qu'intime car le Coran c'est aussi un code de conduite social. Or, le catholicisme fut aussi un code de conduite social (reprenre les consignes du début du siècle concernant la conduite à suivre au moment du carême) et il le reste encore souvent (voir chapitre sur les Amériques).

Si quelqu'un se définit par sa religion est-ce le nier totalement de lui répondre que sa religion ne peut le représenter tout entier ? Que va dire ce musulman à un catholique ? Que n'étant pas musulman il n'existe pas ? Ou à l'athée ? Que sans religion on n'est pas un humain ? A poursuivre ce débat, on découvre que la loi de 1905 n'aurait jamais dû exister car elle a mis sur le même plan juridique TOUTES les religions de la

métropole, qui avaient des différences profondes. Par contre, elle refusa de mettre sur le même plan la religion musulmane en Algérie et nous n'avons pas fini de souffrir de cette erreur.

Au débat de Larrazet (voir question algérienne), un intervenant demanda qu'à l'université la théologie et la philosophie soient mises sur le même plan en précisant : « La laïcité rejette trop la religion ». Différencier une connaissance construite sur une croyance d'une connaissance construite sur un savoir, serait un effort inutile ? Est-ce de la théologie que de dire : « Le Coran n'est pas un texte arrêté même s'il est sacré » ? Pour nous, le respect du Coran ne peut définir la personne sous peine de faire disparaître toute identité. Le laïque, en renvoyant la religion à l'intimité, ne nie pas l'autre. C'est la religion qui nie l'individu si elle le réduit aux textes de son Livre. En matière de règles édictées pour les individus, le clergé catholique eut aussi ses principes au nom desquels il fit la guerre. Les luttes laïques et parfois théologiques permirent l'évolution de la lecture de la Bible, sans rejeter son pouvoir spirituel. La laïcité n'est pas la mise sous tutelle des religions ou des croyants, mais le seul cadre juridique et social possible pour permettre aux religions de cohabiter. Que les religions tentent aujourd'hui une union sacrée contre la laïcité ne peut nous impressionner !

Voyons l'histoire des cimetières en France : dans un premier temps, le clergé catholique contrôle tout : il faut passer par lui ; puis le clergé catholique est contraint de laisser aux protestants le droit d'avoir leurs cimetières, et il accepte le carré juif ; ensuite le clergé catholique est mis au même rang que les autres : le cimetière est laïque et la tombe privée ; le monde musulman doit se plier à cette règle laïque.

Aucune discussion ne nous paraît possible sur le principe laïque. Refuser le carré musulman ce n'est pas nier l'autre puisqu'au contraire c'est le seul moyen de reconnaître les droits de TOUS par la laïcité. L'espace privé de la tombe doit être assez grand pour permettre l'orientation du corps du défunt prévue par la religion sans que l'espace public du cimetière échappe aux pouvoirs politiques. Supposons ce cas simple : il existe un carré

musulman dans un cimetière public et un athée veut s'y faire enterrer. Qui décide s'il a ou non le droit ? L'autorité civile ou une autorité religieuse ?

B) La laïcité dans la campagne électorale française

L'élection présidentielle, si on s'en saisit pour aller au-delà des petites phrases, permet de faire un point politique sur les valeurs humanistes de notre pays. Si on creuse le programme de Nicolas Sarkozy nous savons qu'avec sa commission Machelon, il n'a qu'un rêve, étendre à la France entière le statut spécifique de l'Alsace-Lorraine. Pour Ségolène Royal, sa victoire interne au PS symbolise la victoire de la « deuxième gauche » incarnée par des personnalités dont la conviction chrétienne est celle du « dialogue social » (Rocard, Delors, Edmond Maire) en opposition aux chrétiens de gauche qui se plaçaient dans le cadre de l'opposition sociale entre exploiters et exploités (Jacques Gaillot). Sa candidature dans l'ombre de Pascal Lamy (formé par Jacques Delors) souhaite en finir avec la lutte des classes et ce faisant, la laïcité se changera en tolérance dans le cadre de « l'ordre juste ».

Du côté du PCF, l'ambiguïté est d'une autre nature. Voyons sa « visée communiste » (texte du programme) qui indique : « Son ambition est de contribuer à construire un monde qui déclinera dans les conditions d'aujourd'hui des valeurs fortes, universelles permettant des avancées de civilisation :

-l'être humain comme moteur et finalité de l'économie, de la protection de la nature, de l'appropriation sociale des biens, des services, des avoirs, des savoirs et des pouvoirs,

-la citoyenneté, les droits individuels, la laïcité, la solidarité et la coopération comme finalité du système politique, du local au global,

-le partage, le codéveloppement soutenable et durable, social et solidaire, la libre circulation des femmes et des hommes et des idées, l'harmonisation par le haut des droits sociaux et culturels, la paix comme finalités de la mondialisation. »

La laïcité est une notion parmi d'autres (pour les débats avec le PS la notion du « vivre ensemble » lui sera préférée) alors qu'on la retrouve comme pilier d'une tendance minoritaire de ce parti : « Fiers d'être communiste ». Là, le texte est clair :

« La France a su créer des grands services publics, conquérir des avancées sociales et des acquis démocratiques importants, instaurer la laïcité dont on a célébré le centenaire en 2005. La laïcité est un élément constitutif de notre République conquis de haute lutte dans un processus engagé dès 1789. Il est important d'en réaffirmer toute la portée. Le principe de laïcité ne se négocie pas ! »

Dans *l'Humanité* du 30 novembre 2004 suite à un bel entretien avec Caroline Fourest, Patrick Apel-Muller apporte un commentaire où nous lisons : « Il est temps de réfléchir à la jonction nécessaire entre la colère, souvent musulmane, des opinions du tiers-monde à l'égard de l'impérialisme, et les mouvements progressistes des pays développés ». Il s'agit pour certains de refaire « la main tendue aux chrétiens » en disant « main tendue aux musulmans ». Et pour Alain Gresh, *les Frères musulmans* deviennent l'équivalent de la théologie de la libération, ou des prêtres ouvriers. Le discours rageur des communistes contre Redeker s'appuie sur cette idéologie qui, au nom de « la main tendue » refuse toute critique de la religion. Redeker, par ses propos contre le Coran (il n'agresse jamais les personnes) jouerait le rôle des radicaux français anti-cléricaux qui empêchaient l'union des travailleurs pour mieux maintenir leur pouvoir. Sauf qu'à ce jeu, il faut appeler un chat, un chat, sinon, comme en Iran, ce sont les progressistes qui se feront trancher la main tendue avant de saisir ce qui leur arrive. Pour critiquer justement Robert Redeker, inutile de pratiquer l'insulte à son encontre, en lien avec la stratégie de Tariq Ramadan, mais saluons plutôt les efforts de Fethi Benslama, Latifa Ben Mansour, Youssef Seddik et tant d'autres. Combat difficile car Tariq Ramadan a des moyens tels qu'il peut à la fois se placer

du côté du peuple et du côté des maîtres du monde avec Tony Blair dont il est devenu le conseiller. Comme il touche du monde, il est plus difficile d'aller contre son courant. Chez les communistes, deux courants cohabitent donc, celui cher à Mouloud Aounit et Patrick Braouezec (sur des positions tactiques cependant différentes) et celui cher à Antoine Casanova et André Gérin, sans que le débat ait été vraiment clair et public.

Du côté de la gauche de gauche qui tenta un programme unitaire, la situation est globalement aussi catastrophique que parmi les forces politiques citées. Dans les premières versions du programme le mot laïcité a été totalement oublié et quant à l'esprit, c'est pire encore. Des contestations venues de la base modifièrent le texte et démontrèrent qu'un fonctionnement totalement anti-démocratique est le contraire de la laïcité. Pourquoi cette situation ? Tout un courant politique ancien tente de faire croire que la laïcité est une forme du colonialisme. Alain Gresh en est le penseur depuis la révolution conservatrice d'Iran. Ses positions de force dans les médias, en particulier à la tête du **Monde Diplomatique** lui ont permis d'ancrer son argumentation dans toute une partie de la gauche. Tout en se plaçant dans le vent clérical de la mondialisation (pour se faciliter la tâche), il démontre que les forces islamistes sont un pont vers le retour de la révolution « perdue ». Quelle tristesse !

Dans cette mouvance est apparue la candidature de José Bové qui s'est distingué dans le passé aux côtés de Tariq Ramadan, en particulier au FSE de 2003 où ce fut l'accolade avec « l'obscurantiste ». Ses références religieuses sont nombreuses (en lien avec le protestantisme) mais il semble qu'il ait su évoluer sur le sujet. En conséquence le 2 février 2007 quand on lui demande dans un « chat » du **Monde** : « Etes-vous favorable au maintien de la laïcité comme principe fondamental de la République ? » Il répond : « Nous sommes pour une France laïque, démocratique, féministe, antiraciste et écologiste. Le principe de la séparation entre l'Etat et toutes les formes de religion doit être un principe fondamental qui ne mérite aucune

concession. Nous n'avons pas le soutien de M. Ramadan et nous ne l'avons pas sollicité ».

Une polémique sur le site « unisavecjosé » apporte aussi des éléments de réponse. Suite à la médiatique annonce de Dieudonné signant en faveur de Bové, une riposte est venue d'Isaac Ramdane qui entraîna, chez les auteurs de la pétition, le refus de la signature de Dieudonné (qui fut beaucoup moins médiatisé). Ce refus entraîna un débat très vif où on retrouve les propos d'anti-laïques et de communautaristes évoquant leur déception. Le débat mérite d'être suivi avec attention et sans sectarisme. La présence, dans l'entourage de Bové du philosophe Yannis Youlountas ou de Raoul-Marc Jennar est peut-être à prendre en compte.

C) La discrimination positive, une revendication anti-laïque.

Quittons les questions religieuses. La discrimination positive fait débat en France longtemps après sa mise en place aux USA. Qui connaît un piège pire que celui-là ? Il déborde de bonne intention pour « donner plus à ceux qui ont moins » sauf que tout le problème consiste à déterminer qui a le moins, pourquoi et comment leur donner quelque chose. Aux USA, le choix était facile, il était racial et les races y étant clairement définies (toute personne ayant un seul caractère négroïde est noire), le système savait qui aider. Depuis, l'objectif est atteint : la bourgeoisie de ce pays est colorée , les « meilleurs » éléments noirs accèdent aux mêmes postes que les blancs. Pendant ce temps, la grande majorité des pauvres peut rester pauvre comme le démontrèrent les événements de La Nouvelle-Orléans.

A partir de là, on comprend mieux pourquoi en France c'est dans le temple du conservatisme, le groupe PSA Peugeot-Citroën que le principe de la « discrimination positive » a fait des miracles. Cette discrimination, dite « l'aiguillon du progressisme dans l'industrie » a permis au groupe, en moins d'un an, d'appliquer une « loi sur la parité » inspirée par les DRH et communicants du groupe, grâce à une charte d'engagements

précis sur l'emploi féminin et l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. A présent, les minorités ethniques bénéficient des bonnes grâces du groupe automobile. Pour les femmes, la population est facile à définir mais pour les « minorités ethniques » ? PSA s'engage à recruter en France une centaine d'ingénieurs et cadres étrangers en 2004 et au moins quarante-cinq candidats diplômés de l'enseignement supérieur issus de zones urbaines sensibles, dont vingt pour des postes de cadres. Voici le préambule du texte : « *Au-delà des règles légales, PSA entend appliquer et promouvoir les meilleures pratiques et lutter contre toutes les formes de racisme, de xénophobie et d'homophobie, et plus généralement d'intolérance à l'égard des différences (...). Le déploiement de cette politique nécessite une évolution des mentalités, des attitudes, des comportements et des représentations socioculturelles de tous les acteurs* ». Chez PSA on peut aller « *au-delà des règles légales* » ?

Le taylorisme, cher à l'industrie automobile, reposait sur la standardisation et la mécanisation et donc, par principe, sur une force de travail où un OS, blanc, breton, musulman ou homosexuel, était un OS et point à la ligne. La fin de ce modèle consacre l'émergence de la « culture d'entreprise ». Là encore, l'identité de l'individu au travail est unidimensionnelle : citoyen de la Firma, fourmi au service d'une collectivité à but lucratif. Or, au nom d'une politique s'appuyant sur la reconnaissance des différences, l'entreprise deviendrait démocratique ! Le droit à la différence serait le socle de la citoyenneté. On passerait à l'âge de l'entreprise citoyenne pour continuer de tuer la citoyenneté dans l'entreprise !

La discrimination positive s'est faite connaître avec la nomination d'un préfet « musulman », décision médiatisée dans le cadre de la lutte contre la laïcité menée par Sarkozy. Il existe un problème dans notre République (l'inégalité sociale liée aux origines) qu'il faut résoudre non par des mesures qui vont accroître les problèmes, mais par des mesures statutaires sur des avancées vers l'égalité.

Dans certains lycées, des mesures moins médiatiques que le préfet « musulman » sont en train de voir le jour. Il s'agit de repérer les enfants de familles défavorisées (critères de revenus, de langue, de fratrie) pour découvrir en leur sein ceux qui sont les plus motivés et donc les plus dignes de recevoir, de la part de l'institution Education nationale, un coup de pouce en heures supplémentaires. Le principe des Zones d'Education Prioritaire (ZEP) fut construit sur les mêmes bases sauf qu'on passe d'un « effort » spécifique sur tout un établissement, à un effort en direction d'une petite série d'élèves de lycée.

Il s'agit de faire admettre, dans la pratique, que l'école ne pouvant « sauver » tout le monde, doit œuvrer pour le moindre mal en « sauvant » une future élite. Bien sûr, l'école ne peut pas à elle seule résoudre les inégalités sociales, mais elle ne peut pas sauf à se dénaturer, définir socialement les élèves à aider. Une fois encore, ce problème du choix, qui renvoie à leur sort ceux qui n'entreront pas dans les critères, nous paraît dramatique.

Le mot « discrimination » a initialement un sens proche du mot « racisme ». On comprend tout à coup pourquoi il le remplace dans les discours ambiants car, comment aurait-il été possible de faire admettre le « racisme positif » ? Certains se plaignent de la mauvaise traduction de *l’Affirmative action, made in USA*, en discrimination positive. Comment qu'on tourne la question, c'est un piège. Mais que proposez-vous alors ?

Un final aux côtés de Bernard Teper

Nous avons eu le plaisir d'écouter Bernard Teper à Toulouse, Condom ou Montauban. Ses analyses permettent de globaliser les questions posées.

1 - Le capitalisme féodal transforme le blanc en noir !

Quels impérialismes ont eu l'intelligence de s'imposer en PROPOSANT une fausse porte de sortie à la crise qu'ils suscitent ? Nous pensons qu'il s'agit de la caractéristique majeure de l'offensive actuelle. Elle tient à la nature de l'expérience capitaliste nord-américaine : la contradiction sociale y est mise depuis toujours au service du pouvoir, alors que Marx pensait que la dite contradiction creusait inévitablement la tombe du système ! Quand Bush passe mal, il suffit d'appeler Carter !

Quelle fausse porte de sortie ? Là où la solidarité est au tapis, qui peut venir remplir le vide ? Là où l'éducation est au tapis, qui peut venir remplir le vide ? L'avancée religieuse n'est que partiellement un retour de la spiritualité. La reconstitution de pouvoirs économiques religieux est beaucoup plus centrale. Cette réinsertion des Eglises dans le jeu politique fut bien sûr expérimentée avant d'être institutionnalisée comme instrument médical de l'impérialisme. Expérimentation utile à rappeler.

Au cours de la phase de conquêtes du mouvement démocratique, entre 1945 et 1980, l'Amérique latine inventa la théologie de la libération. Son fondateur, le prêtre péruvien Gustavo Gutierrez¹⁰ apprit à Lyon, auprès de René Metz, à inclure

¹⁰ Paternité spirituelle selon St Paul Gustavo Gutierrez, J. Gabalda, 1968
Théologie de la libération, Gustavo Gutierrez, Lumen Vitae, 1974
La force historique des pauvres CERF 2000 (réédition d'un texte de 1986).

la question sociale dans sa vision théologique, et fut le premier, dès 1968-1969, à formaliser le projet dans des livres. Bien sûr, la dite théologie n'a pas eu un grand messie distribuant la bonne parole, puisqu'au contraire, elle est née de la base sociale : Gutierrez ne fut qu'un des premiers repères. Comment fut combattu ce mouvement ? Par un déchaînement de tous les pouvoirs. Le pouvoir du Vatican allié à celui de la CIA qui doit contenir dans ses archives, la liste des martyrs de cette cause. Les paramilitaires locaux sont nés à ce moment-là. La contre-offensive religieuse des évangélistes, baptistes et autres églises nord-américaines également.

Le paradoxe a voulu qu'à partir de 1980 l'impérialisme US trouve un allié objectif dans celui qui apparaissait comme un adversaire : l'islamisme de Khomeyni. Preuve supplémentaire que la force de cet impérialisme consiste à changer ses échecs en victoires. Il finança d'abord la version afghane de l'islamisme puis laissa les contradictions suivre leur pente. L'islamisme de Khomeyni est très différent de celui de l'Arabie saoudite qui n'invoque pas une république, une démocratie, un refus des USA, mais il joue le même rôle normatif pour les personnes. Tout comme l'impérialisme US prétend allier la révolution et le conservatisme, Khomeyni prétend allier la république et sa vision conservatrice de l'islam, en plaçant la religion au-dessus de la politique.

Depuis cette révolution dans le capitalisme, la dégringolade des droits sociaux est le quotidien de la planète et elle va se poursuivre puisque les premières victoires de cet impérialisme donnent toujours plus d'appétit à ceux qui les gagnent. Elle va se poursuivre sans nous obliger à une pédagogie de la catastrophe qui serait son ultime victoire. Dire que le monde court à sa perte, alimente les peurs chères à tous les pouvoirs. Il existe au contraire une pédagogie de la révolte qui, sans bruit (elle n'a rien à espérer des médias), avance ses pions. Dans cette brochure, tout en évoquant les situations dramatiques, nous avons tenté aussi de présenter quelques luttes dont la plus belle est la banderole disant : « pas de démocratie sans laïcité ».

Avec les évangélistes en Amérique latine, avec la montée de l'islamisme politique ajoutons les partis religieux juifs en Israël et la naissance d'un parti religieux en Inde (2 sièges au Parlement en 1984, 89 en 1989, 121 en 1991 et 182 en 1999 d'où sa victoire mais, après son passage au pouvoir, il a déçu, et est aujourd'hui à 138 députés en laissant de gros problèmes).

Pour comprendre en termes sociaux, parlons de nos périphéries de villes. Dans la première phase de 1945 à 1980 le bidonville de Nanterre était considéré comme un vestige du passé à éliminer. Aujourd'hui la crise des cités est devenue le modèle social à propager ! Paul Ariès démontre très bien ce phénomène : c'est dans les quartiers qu'on expérimenta la précarité qui gagne toute la société¹¹, c'est dans les quartiers qu'on expérimenta l'élimination des services publics qui gagne toute la société ; c'est dans les quartiers qu'on expérimenta la politique sécuritaire qui gagne toute la société ; c'est dans les quartiers qu'on expérimente aujourd'hui la soumission des femmes qui doit gagner toute la société. Les luttes en Côte d'Ivoire ne sont pas le vestige d'un archaïsme africain fait de tribus et d'ethnies (l'emploi de ce vocabulaire est bien un vestige du colonialisme) mais expérimentent notre futur. Tout comme la crise en Argentine.

2 - Le capitalisme féodal doit convaincre l'homme du peuple !

En changeant le blanc en noir (ou l'inverse), il s'agissait de brouiller le sens des mots pour faire accepter aux dominés l'idée de guerre sainte. Quand Tariq Ramadan explique : « le combat laïque en France est un combat contre les religions » le propos entre dans la stratégie globale néo-libérale. De tout temps, la laïcité a visé à organiser la coexistence des religions en protégeant le pluralisme religieux, donc son propos est faux, mais il vise surtout à éliminer une stratégie des progressistes tendant la main aux croyants (et non aux églises). Ceux qui colportent la phrase de Marx « le religion est l'opium du peuple » la tronquent

¹¹ *Putain de ta marque*, Paul Ariès, Golias, 2003

pour la vider de l'analyse des contradictions de la religion vue par le philosophe.

L'idée « d'abord changeons nous nous-mêmes, dans nos pratiques de consommation etc. » est la même opération : vive la spiritualité détournée, à des fins masquant la réalité. Lutter pour un autre type de consommation a du sens en changeant aussi les conditions de production sinon on intervient sur les conséquences mais pas sur les causes. Les dominés qui tombent dans le piège sont légions y compris dans le mouvement social le plus radical ! Ils y sont aidés par des écrits de Pierre Khalfa, du syndicat *Solidaires*, qui publia le 11 novembre 2004 une chronique dans *Libération* où, une fois encore, l'action de la théologie de la libération en Amérique latine était mise en parallèle avec celle de l'islam politique. Il ne répondit pas à cette question : « Peut-être qu'en 1980, tu étais pro-Khomeyni avec les communistes et pro-Lech Walesa avec les socialistes. Depuis 1980 le mouvement démocratique en prend plein la figure dans le monde entier. La naissance de l'islam politique (l'islam quittant le statut de religion pour devenir critère de gestion de toute la société) eut le modèle iranien, moins ridicule que le modèle de l'Arabie Saoudite. Le gouvernement de Khomeyni, en récupérant à son profit la lutte contre les USA se distingue du glorieux capitalisme familial de l'Arabie Saoudite à la botte des multinationales. Khomeyni et Reagan ont cependant un point commun : ils réussissent ensemble à tuer le sens de la lutte des classes. Le premier crée la république islamique avec démocratie islamique (des termes incompatibles) et le second la révolution conservatrice comme si les conservateurs pouvaient faire une révolution ! Quel système économique prône l'islam politique ? Un capitalisme féodal au service de sa caste. Quel modèle politique ? La théocratie. Quelle théologie ? La réécriture réactionnaire du Coran ».

3 – Et voilà la laïcité dans son bocal

En France, l'islam politique c'est l'UOIF (Union des Organisations Islamiques de France), pour le cas où il faudrait appeler un chat un chat. A la manif du 7 novembre 2003, l'UOIF,

après avoir obtenu la caution de Sarkozy, a obtenu celle du mouvement démocratique. Un ami toulousain remettant en cause ce raisonnement indiqua qu'à Toulouse, l'UOIF ne participait même pas à l'organisation du défilé. Il en fut sans doute de même à Paris car le souci de l'UOIF n'était pas d'organiser des manifestations mais de faire parler de lui. Son souci est celui de Khomeyni : devenir le représentant essentiel d'une communauté que l'UOIF veut créer car elle n'existe pas, la communauté musulmane. Tout l'appareil médiatique travaille dans le même sens en faisant croire qu'entre un Marocain et un Kosovar, il y a une valeur au-dessus de tout nationalisme, la religion ; tout comme le capitalisme nous révèle qu'il y a une valeur au-dessus de la nation, le fric. L'UOIF ne représente rien si ce n'est un accès aux finances du Golfe, et à présent un rôle d'interlocuteur majeur avec le gouvernement.

Tariq Ramadan précise qu'il n'est pas à l'UOIF, qu'il n'est pas son frère Hani qui justifie la lapidation des femmes adultères dans les colonnes du *Monde*, car il est l'intellectuel au-dessus de tous. Grâce au soutien d'Alain Gresh (en donnant un label de démocrate à Khomeyni, la gauche française a contribué à lui donner l'assise qui lui permet de réprimer le puissant courant démocrate qui existait en Iran) Ramadan a eu le soutien de toute la presse de gauche, *Politis*, *Le Monde*, *Libération*, *Daniel Mermet*. Sarkozy l'éleva à son propre rang comme l'autre face de sa propre médaille. Si la théologie de la libération put se faire accuser de marxisme dans ses propositions économiques, « l'islamisme de la libération » de Tariq Ramadan est celui d'une oppression se réalisant dans les joies d'une communauté retrouvée. Le FIS algérien est néo-libéral si bien qu'aujourd'hui le pouvoir peut s'accommoder, en son sein, des membres recyclés de ce parti, pour frapper les démocrates de Kabylie ou le journaliste Benchicou. Pour ne pas déplaire à cette « théorie », celle des résistants du « parti de dieu » etc. nous sommes invités, sous peine d'être traités de sectaires, de ranger la laïcité dans le fameux bocal évoqué au début.

4 – En supprimant l'Etat, les Eglises n'en sont plus séparées ! Alors vite, ripostons !

Pour le capitalisme féodal, la séparation des églises et de l'Etat imposée par les laïques, peut se résoudre ... par la suppression de l'Etat, effective dans beaucoup de pays d'Afrique, et qui s'opère chez nous. La décentralisation mise en place partout (du petit Nicaragua à la grande France) est une disparition de l'Etat social (il faut garder l'Etat répressif) afin de tendre vers un féodalisme capitaliste sous contrôle de l'Empire US. Mais la riposte peut se faire entendre.

Le mouvement d'émancipation des femmes très souvent ridiculisé dans le courant progressiste est beaucoup plus vivant qu'on ne le croit et avec des avancées utiles dans le monde actuel. Voir *les Mères de la Place de Mai* à Buenos Aires sans négliger leurs difficultés, *Vingt ans Barakat* qui lutte en Algérie contre le code de la famille qui maintient les femmes dans le rôle de mineures, et tant d'autres.

Le mouvement paysan très souvent ridiculisé dans le courant progressiste est beaucoup plus vivant qu'on ne le croit. Du paysan qui se suicida à Cancun au MST Brésilien.

Le mouvement des peuples autochtones, très souvent ridiculisé dans le courant progressiste, est également très vivant avec y compris un fort mouvement féministe en son sein car les cultures ne sont pas figées. Voir Nina Pacari, équatorienne indigène devenue un temps ministre des affaires étrangères et qui symbolise les combats de son pays. Il y eut avant elle, la Prix Nobel, Rigoberta Menchu.

La conscience nationale, elle aussi très souvent ridiculisée dans le courant progressiste actuel, est plus vivante qu'on ne le croit. Pourquoi les mêmes saluent le nationalisme tchéchène et envoient à la poubelle la nation française ? Combattre le nationalisme oui, mais pas l'effort de conscience nationale.

Pourquoi relier cette diversité ? comment peut-elle s'opposer au rouleau compresseur de l'impérialisme US dont on

vérifie la puissance ? Voilà qu'arrive sur nous tout le ridicule possible quand nous écrivons le mot : laïcité.

La laïcité a eu de multiples histoires nationales (que les nationalistes qui font cocorico en répétant que la laïcité est une exception française sachent qu'ils répètent les mots de l'adversaire de la laïcité). En 1911 l'Uruguay a voté une loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Le Québec a fait sa révolution tranquille au cours des années 60. Avec des amis algériens et tunisiens nous pouvons parler de leur histoire de la laïcité bien différente de celle de la Turquie. Cependant notre admiration va surtout aux Mexicains. En 1810, ils lancèrent, sous la forme populaire, la première révolution qui ouvrit la porte des luttes d'indépendance de l'Amérique latine. En 1910, ils fêtèrent cet anniversaire en lançant une révolution populaire qui ouvrit l'ère des révolutions du dernier siècle. Tous les ingrédients existent dans ce pays pour qu'en 2010 le nouvel anniversaire soit dignement célébré (des articles parlent d'une laïcité médicale, c'est-à-dire une médecine scientifique tenant à distance les charlatans). La laïcité dans ce pays est aujourd'hui mise à mal comme partout.

Un bilan des révoltes ? La bataille pour l'égalité des sexes dans le cadre de la reconnaissance de la différence des sexes, c'est de la laïcité (suivant la formule du philosophe Henri Lefebvre¹² disons : lutte pour le droit à la différence dans l'égalité, car la laïcité c'est créer un lieu public égalitaire où chacun puisse exprimer ses différences). La bataille des zapatistes est un combat pour la laïcité : ils souhaitent que leurs revendications culturelles soient un droit au bénéfice de tous, dans un Mexique égalitaire (jamais les zapatistes n'appelèrent à la sécession). Quant à leur lien avec la théologie de la libération il n'est pas politique mais pédagogique. De toute façon, jamais la théologie de la libération n'a revendiqué la primauté du religieux sur le politique. Pour le combat paysan nous avons le combat de travailleurs souhaitant accéder à la propriété contre les grands propriétaires. Certains en déduisent qu'on reste dans le même système or celui des grands

¹² *Le retour de la dialectique*, H. Lefebvre, Messidor, 1986

propriétaires vise à l'accumulation alors que le leur vise surtout à production (et celle de leur vie entre autre). Au Venezuela, où est la laïcité ? Sans l'existence d'une chaîne de télévision publique Chavez serait aujourd'hui déboulonné. Revendiquer une télé laïque devrait être un combat de la plus haute importance. CNN fut mise au point pour lancer le capitalisme féodal.

5 – Combats européens et mouvement social

La référence dans la constitution européenne aux valeurs judéo-chrétiennes et la suppression des services publics, c'est EXACTEMENT la mise en place d'une cohérence : dans la tradition judéo-chrétienne, l'état civil, l'aide sociale, l'éducation ou la santé étaient du domaine des Eglises qui levaient l'impôt à cette fin, et non du domaine du service public. Cependant, la perspective de luttes existe : « si des Etats européens ne sont pas laïques, des exigences laïques s'expriment en de nombreux endroits de son territoire, parmi les peuples ». Aux Pays-Bas, après l'assassinat de Théo Van Gogh des questions surgissent. Partout nous devrions impulser un combat pour une télé laïque. Le Forum Social Mondial est né de la revendication sociale d'où le « S » en pensant peut-être qu'il fallait battre l'adversaire sur son propre terrain : l'économie. Toutes les révolutions démocratiques furent des révolutions politiques donc pour réintroduire le politique au cœur du FSM, proposons qu'en 2008 le FSM soit éclaté à travers les villes du monde où en 68 (le mouvement ne se limita pas au mai français) des utopies surgirent. Que tous ces rassemblements entrent en communication et qu'ensemble ils fassent ce que fait actuellement Paco Ignacio Taibo II en défendant son livre sur le 68 mexicain à travers les Etats-Unis : la reconstruction d'un imaginaire révolutionnaire.

L'écrivaine iranienne Chahla Chafiq dénonce ce qu'elle appelle à juste titre « des utopies dangereuses ». Nous pouvons leur faire barrage par une pluralité de revendications concrètes, critiques, savantes et amusantes. Notre histoire démocratique faite de luttes pour la liberté, l'égalité, la fraternité, n'est pas jeter dans les bras de l'ennemi.

Dans ce contexte quel rôle peut jouer le mouvement social ? Imaginons à la rentrée 2005 : profs d'histoires et instits enseignent pendant un mois l'histoire récente du Maghreb. L'enseignement de l'arabe DANS l'Education nationale devient une priorité suite à une manifestation monstre organisée à ce sujet. En juin, d'autres manifs partout à la gloire de journalistes emprisonnés en Algérie car démocrates (pour rendre visible une Algérie autre que celle des islamistes et du pouvoir). Au même moment, une semaine de radio et télé publiques, sans les chroniqueurs habituels, dont l'Education nationale vient de rassembler les bavardages en un beau livre à destination des écoles. A la place, elle invite Latifa Ben Mansour, Fiammetta Venner, Caroline Fourest, Mohamed Sifaoui, Youssef Seddik, Chahla Chafiq, Talisma Nasreen, Paco Ignacio Taibo II, Howard Zinn, Gustavo Gutierrez (je ne prétends pas à l'exhaustivité). Mais rien de tout ça ne s'est produit ni en 2005, ni en 2006. Peut-être en 2007 ?

Conclusion

Reprenons les chapitres de cet ouvrage.

La défense de la liberté d'expression ce n'est pas une question laïque mais c'est par la laïcité qu'elle surgit aujourd'hui. Hier ce fut la pornographie qui posait problème, nous en sommes loin ...

La défense de la paix, ce n'est pas une question laïque mais c'est par la laïcité qu'elle surgit aujourd'hui. Les guerres ne seraient plus économiques mais religieuses ...

La défense des droits des femmes, ce n'est pas une question laïque mais c'est par la laïcité qu'elle surgit aujourd'hui. Et sur ce plan les religions ont des histoires différentes mais une même finalité.

La défense des acquis sociaux, ce n'est pas une question laïque mais c'est par la laïcité qu'elle surgit aujourd'hui. Le droit à la santé est contraire au téléthon.

La vigilance laïque doit permettre, sur toute la planète, un bond en avant de la démocratie, car en dernière instance, toute la question est là : pas de démocratie sans laïcité.

Annexe :

Une laïcité combative

[En reprenant cet article qui date de 1996, et dont l'actualité est surprenante, nous souhaitons montrer comment le combat laïque est passé de l'offensive à la défensive.]

Note du journal : Roger Labrusse qui habite Saint-Antonin Noble-Val (82) a eu l'amabilité de nous communiquer¹³ le texte de son intervention pour le 90^{ème} anniversaire de la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat. Militant laïque de toujours, il a eu, en 1977, la lourde responsabilité d'écrire le *Que sais-je ?* sur la question scolaire. Il travaille actuellement à la nouvelle version de cette étude, nouvelle version qui s'impose après les différentes évolutions liées aux questions politiques et aux évolutions sociales¹⁴. Il nous a autorisé à publier la conclusion de sa réflexion sur la loi de 1905.

« Se borner – comme le font certaines organisations – inspirées surtout par des considérations politiques ou syndicales, à réclamer le « strict respect de la loi du 9 décembre 1905 » est une attitude démobilisatrice qui aboutit à renier les positions essentielles d'une laïcité cohérente, et à se satisfaire d'un état de droit – et de faits – qui ne correspond pas à une véritable séparation.

On peut dire que si l'Eglise a été séparée de l'Etat, avec tous les avantages de la liberté, l'Etat, lui, n'a pas su – ou voulu – se séparer de l'Eglise, et a maintenu, avec elle, des liens que la loi permettait et que les complaisances successives ont rendu de plus en plus étroits.

¹³ Il s'agit d'une publication dans le journal *Point Gauche !* (du 82) n° 27 nov 1996

¹⁴ La question scolaire en France, PUF, 1997. Le livre est épuisé comme les deux autres de Roger Labrusse.

Les laïques doivent prendre conscience, avant de se livrer à des « grand messes » de commémoration, que le respect de la loi **aboutit à :**

1°) **Admettre les dépenses relatives** à des services d'aumôneries (et donc, de faciliter l'installation de tels services), destinés, selon les termes même de la loi (article 2) « à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics, tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles, prisons etc. ».

Disposition en contradiction flagrante avec le principe de Séparation et celui de laïcité au sein des services publics.

2°) **Consacrer le statut de faveur** dont bénéficient les associations culturelles, « qui doivent se constituer en conformité avec les règles générales du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice », c'est conforter le système étroitement hiérarchique de l'Eglise catholique (curé, évêque, pape) !

L'exercice de la liberté du culte doit relever des seules initiatives privées et être placé sous le régime général de la loi sur les associations du 1^{er} juillet 1901.

3°) **Favoriser la poursuite de la participation financière** de l'Etat, des départements et des communes à la construction, à l'entretien, et aux grosses réparations des édifices culturels alors qu'il faudrait réclamer la suppression, de la disposition additive de la loi du 13 avril 1908.

4°) **Approuver la loi de Vichy** (ce qui est un comble pour un laïque !) du 25 décembre 1942, qui a été intégrée à l'article 19, titre II de la loi de 1905. Cette loi vichyssoise est une évidente atteinte à la laïcité puisqu'elle impose tous les contribuables à participer à des dépenses culturelles des principales religions, quelles que soient leurs croyances ou leur non croyance.

Aucune considération stratégique ou opportuniste ne peut prévaloir contre ces évidences pour un laïque sincère et un républicain conscient des dangers de la poussée des intégristes.

Il faut réviser la loi.

Roger Labrusse

Sources :

Journaux pour les Amériques :

La Jornada mexicaine
La Razon bolivienne
La Republica péruvienne
Punto Final chilien*
Envio pour le Nicaragua
Site aporea.org
Site rebellion.org

Pour le féminisme :

www.redfeminista.org

Pour les livres :

La tentation obscurantiste, **Caroline Fourest**, Grasset, 2005
Frères musulmans, frères féroces, Voyage dans l'enfer du discours islamiste, **Latifa Ben Mansour**, , Ramsay, 2002
Le nouvel homme islamiste, **Chahla Chafiq**, Editions du félin, 2004
La maladie de l'islam, **Abdelwahab Medded**, Seuil, 2002
Dieu et Marianne, Philosophie de la laïcité, **Henri Pena-Ruiz**, PUF, 1999

Une halte

Lire un livre c'est une halte dans la vie.

Avec les *Editions La Brochure* elle se veut particulière.

H pour Histoire

A pour Actualité

L pour Littérature

TE pour Témoignages.

Quatre collections pour un même projet :

- des éditions sous forme de brochures comme en 1900 (donc à bas prix).
- des présences sur les lieux de l'action sociale.
- des débats organisés.

Les *Editions La Brochure* sont structurées à partir d'une association loi 1901. Leur seul moyen de diffusion : le bouche à oreille. Une lettre trimestrielle d'informations sera envoyée gratuitement à ceux qui en font la demande.

Renseignements :

Jean-Paul Damaggio, Editions La Brochure
82210 Angeville Tel : 05 63 95 95 30
jean-paul.damaggio@wanadoo.fr

Catalogue Editions La Brochure :

1) Quel socialisme pour le Venezuela ?

traduction du discours historique de **Hugo Chavez** du 15-12-2006,

2) Des crimes sociaux à Auch, Limoges, Moissac, Le Havre, Heumont, (1850-1950) de Jean-Paul Damaggio.

3) Laïques sans œillères, de Redeker à Teper, en pensant à Chahla Chafiq, de Marie-France Durand et Jean-Paul Damaggio.
(ces trois publications sont de format A5, 55 pages, 5 euros)

A paraître :

La jeunesse de Calmoun, de Max Biro, biographie de l'artiste **Clément Harari**.(livre de 150 pages, format A5, 10 euros)